



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 12 DÉCEMBRE 1942

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, DECEMBER 12TH, 1942

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion; sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.

1—1-52

Lettres Patentes

"A. Bélanger (Hull) Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du douzième jour de novembre 1942, constituant en corporation: Philippe Béchar, industriel, Donat Pâquet, ingénieur civil et Joseph-Adolphe-Narcisse Proulx, voyageur, tous trois de Montmagny, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter toutes sortes de machineries, d'outils, de meubles, en bois ou en métal, de produits d'usage domestique, d'accessoires électriques, de garnitures de maison, ou d'objets quelconques pour l'usage de la maison ou de la ferme, et en faire le commerce en gros ou en détail;

Acquérir des limites à bois et faire le commerce de bois en général, ainsi que le commerce de charbon ou autres combustibles, sous le nom de "A. Bélanger (Hull) Limitée", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Hull, dans le district de Hull, province de Québec.

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House, Québec, June 27th, 1940.

1—1-52

Letters Patent

"A. Bélanger (Hull) Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of November 1942, incorporating: Philippe Béchar, manufacturer, Donat Pâquet, civil engineer and Joseph-Adolphe-Narcisse Proulx, traveller, all three of Montmagny, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, import, export all kinds of machinery, tools, furniture, in wood or metal, products for domestic use, electric supplies, house furnishings or any objects whatsoever for home or farm use, and to deal therein, whether wholesale or retail;

To acquire timber limits and carry on a general lumber business and deal also in coal or other fuel, under the name of "A. Bélanger (Hull) Limitée", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Hull, District of Hull, Province of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de novembre 1942.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1942.

P. FRENETTE,
2571-o Assistant-procureur général suppléant.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

"A. Bélanger (Trois-Rivières) Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du douzième jour de novembre 1942, constituant en corporation: Philippe Béchar, industriel, Donat Pâquet, ingénieur civil, et Joseph-Adolphe-Narcisse Proulx, voyageur, tous trois de Montmagny, Province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter toutes sortes de machineries, d'outils, de meubles, en bois ou en métal, de produits d'usage domestique, d'accessoires électriques, de garnitures de maison, ou d'objets quelconques pour l'usage de la maison ou de la ferme, et en faire le commerce en gros ou en détail;

Acquérir des limites à bois et faire le commerce de bois en général, ainsi que le commerce de charbon ou autres combustibles, sous le nom de "A. Bélanger (Trois-Rivières) Limitée", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Trois-Rivières, dans le district de Trois-Rivières, dans la province de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de novembre 1942.

P. FRENETTE,
2572-o Assistant-procureur général suppléant.

"A. Bélanger (Trois-Rivières) Limitée"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twelfth day of November, 1942, incorporating: Philippe Béchar, manufacturer, Donat Pâquet, civil engineer, and Joseph-Adolphe-Narcisse Proulx, traveller, all three of Montmagny, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, purchase, sell, import, export all kinds of machinery, tools, furniture, in wood or metal, products for domestic use, electric supplies, house furnishings or any objects whatsoever for home or farm use, and to deal therein, whether wholesale or retail;

To acquire timber limits and carry on a general lumber business and deal also in coal or other fuel, under the name of "A. Bélanger (Trois-Rivières) Limitée" with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, District of Trois-Rivières, Province of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1942.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

"Belgium Glove & Hosiery (Quebec) Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douze novembre 1942, constituant en corporation: Herbert William Jackson, comptable, Clifford George Meek, teneur de livres, John Lawrence McCrory et Cecil Bruce Cooke, secrétaires, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Entreprendre et exercer dans toutes leurs spécialités respectives le commerce de manufacturiers, marchands, importateurs, exportateurs, acheteurs, vendeurs, (soit en gros ou en détail) et commerçants et négociants de soie, coton, laine, toile et autres substances fibreuses et leurs substituts et tissus de toutes sortes, et tous produits et sous-produits de tous ou d'aucun des précédents et d'articles manufacturés ou composés en tout ou en partie d'iceux, comprenant, sans limiter les objets susdits, des habits, vêtements et marchandises de toutes sortes, sous le nom de "Belgium Glove & Hosiery (Quebec) Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars (\$49,000), divisé en deux cent quarante-cinq (245) actions classe A d'une valeur au pair de \$100 chacune, et en deux cent quarante-cinq (245) actions classe B d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Québec, province de Québec.

"Belgium Glove & Hosiery (Quebec) Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of November, 1942, incorporating: Herbert William Jackson, accountant, Clifford George Meek, bookkeeper, John Lawrence McCrory and Cecil Bruce Cooke, secretaries, all of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To engage in and carry on in all their respective branches the business of manufacturers, merchants, importers, exporters, buyers, sellers, (whether at wholesale or retail) of and dealers in and with silk, cotton, wool, linen and other fibrous substances and substitutes therefor and fabrics of all kinds, and all products and by-products of all or any of the foregoing, and articles manufactured or composed in whole or in part thereof, including, without limiting the foregoing, clothing, wearing apparel and merchandise of all kinds, under the name of "Belgium Glove & Hosiery (Quebec) Limited", with a total capital stock of forty-nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into two hundred and forty-five (245) Class A shares of the par value of \$100.00 each, and two hundred and forty-five (245) Class B shares of the par value of \$100.00 each.

The head office of the company will be at the city of Quebec, in the Province of Quebec.

Daté du bureau du procureur général, ce douze novembre 1942.

P. FRENETTE,
2573 Assistant-procureur général suppléant.

**"Immeuble Lafontaine Incorporé"
"Lafontaine Realty Incorporated"**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du douzième jour de novembre 1942, constituant en corporation: Marcel-B. Morency, C. G. A., Lucien Viau, C.G.A., et Almanzor Laberge, comptables, tous trois de la cité et du district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Acquérir, acheter, posséder, prendre à bail ou en échange, recevoir, détenir, louer et posséder la propriété et tous biens immobiliers et les vendre, les améliorer, les embellir, les faire valoir, les développer, les céder, les louer, les transmettre, les transporter, les grever ou autrement, en disposer; emprunter sur hypothèques ou autrement; agir comme agents d'immeubles;

Manufacturer, entreprendre, importer, exporter, acheter, vendre, échanger soit comme principaux ou agents, de la céramique, du ciment, des carrés de ciment et tous objets qui peuvent être fabriqués de ciment en tout ou en partie, des tuiles, du verre, de la chaux, de l'asphalte, du plâtre, sable, amiante, et autres produits d'une manière générale, acquérir, opérer, exploiter et vendre des mines, des carrières de pierre, de granit et des lits de sables, acheter, vendre, manufacturer, préparer et traiter du fer, de l'acier et du bois sous toutes ses formes et de toutes manières, et acquérir, posséder, exploiter, vendre et échanger des limites forestières, des moulins à scier ou à débiter et des scieries en général;

Manufacturer, entreprendre, importer et exporter, acheter et vendre soit comme principaux ou agents, des appareils de chauffage, du matériel pour plombiers, plâtriers, couvreurs, menuisiers, charpentiers, du gaz, des fournitures au sujet de l'électricité, des bouilloires, du fer et de l'acier fondus, sous le nom de "Immeuble Lafontaine Incorporé"—"Lafontaine Realty Incorporated", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents dollars (\$49,900.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce douzième jour de novembre 1942.

P. FRENETTE,
2574-o Assistant-procureur général suppléant.

"Office Business Supply Co. Ltd."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix novembre 1942, constituant en corporation: Louis Edmund Gadsby, vendeur, de la cité de Montréal, Arthur John Wilson, imprimeur, de St-Lambert, Frank Ernest Francis, vendeur, de la cité de Verdun, et Winnifred McCready, sténographe, fille majeure, de la cité d'Outremont, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, importer, exporter, louer, manufacturer, réparer et finir, négocier et gé-

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1942.

P. FRENETTE,
2573-o Acting Deputy Attorney General.

**"Immeuble Lafontaine Incorporé"
"Lafontaine Realty Incorporated"**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the twelfth day of November, 1942, incorporating: Marcel B. Morency, C.G.A., Lucien Viau, C.G.A., and Almanzor Laberge, accountants, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire, purchase, own, take on lease or in exchange, receive, hold, lease and own property and any real estate and to sell, improve, embellish, turn to account, develop, cede, lease, convey, transfer, mortgage or otherwise dispose of the same; to borrow on hypothecs or otherwise; to act as real estate agents;

To manufacture, undertake, import, export, purchase, sell, exchange, either as principals or agents, ceramic, cement, cement squares, and any objects capable of being made of cement, in whole or in part, tiles, glass, lime, asphalt, plaster, sand, asbestos and all kinds of products in general; to acquire, operate, exploit and sell mines, stone quarries, granite quarries, and sand pits, to purchase, sell, manufacture, prepare and treat iron, steel and wood, under all forms and in any manner and to acquire, own, operate, sell and exchange timber limits, sawing and splitting mills and saw-mills in general;

To manufacture, undertake, import, export, purchase and sell, either as principals or agents, heating apparatus, plumbers' supplies, requisites for plasterers, roofers, carpenters, joiners, gas and electricity supplies, boilers, cast iron and cast steel, under the name of "Immeuble Lafontaine Incorporé"—"Lafontaine Realty Incorporated", with a total capital stock of forty-nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.), divided into four hundred and ninety-nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of November, 1942.

P. FRENETTE,
2574 Acting Deputy Attorney General.

"Office Business Supply Co. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1942, incorporating: Louis Edmund Gadsby, salesman, of the City of Montreal, Arthur John Wilson, printer, of St. Lambert, Frank Ernest Francis, salesman, of the City of Verdun, and Winnifred McCready, stenographer, spinster, of the full age of majority, of the City of Outremont, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, import, export, lease, manufacture, repair and refinish, deal in, and generally to

ralement exercer le commerce de fournitures, ameublement, appliques, accessoires, appareils et machinerie pour bureaux, écoles et autre édifices et individus; et comme libraires, imprimeurs, lithographes, stéréotypiers, clicheurs, imprimeurs en photographie, graveurs, médailleurs, relieurs, manufacturiers de livres de compte et des pièces métalliques de tels livres de compte et de la machinerie pour leur fabrication, fabricants de papier, fabricants de boîtes, fondeurs de caractères, photographes, marchands de timbres, dessinateurs de modèles, dessinateurs, manufacturiers d'encre, libraires, éditeurs, marchands d'accessoires utilisés dans la fabrication du papier, dans l'ébénisterie et marchands ou manufacturiers de tous autres articles ou choses d'un caractère semblable ou analogue à ce qui précède, ou aucun d'eux ou se rapportant à iceux, et les matières premières se rapportant à aucun des objets sus-mentionnés, sous le nom de "Office Business Supply Co. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix novembre 1942.

P. FRENETTE,
2575 Assistant-procureur général suppléant.

carry on business in supplies, furnitures, fixtures, accessories, appliances and machinery for offices, schools and other buildings and individuals; and as stationers, printers, lithographers, stereotypers, electrotypers, photographic printers, engravers, die-sinkers, bookbinders, manufacturers of account books and of metal parts of such account books and of machinery for the manufacture thereof, paper-makers, boxmakers, type-founders, photographers, dealers in stamps, designers, draughtsmen, ink manufacturers, booksellers, publishers, dealers in materials used in the manufacture of paper, cabinetmakers and dealers in or manufacturers of any other articles or things of a character similar or analogous to the foregoing, or any of them or connected therewith, and the raw materials in connection with any of the above named, under the name of "Office Business Supply Co. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1942.

P. FRENETTE,
2575-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd"

"Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-neuf octobre 1942, a) changeant le nom de la compagnie "Ames Packers Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du deux novembre 1932 sous le nom de "Ames Packers Ltd", en celui de "Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd"; b) réduisant le nombre de ses directeurs de quatre (4) à trois (3).

Daté du bureau du procureur général, ce vingt-neuf octobre 1942.

P. FRENETTE,
2576 Assistant-procureur général suppléant.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-ninth day of October, 1942, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, a) changing the name of the company "Ames Packers Ltd", incorporated by letters patent bearing date the second day of November, 1932, under the name of "Ames Packers Ltd" to that of: "Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd"; b) reducing the number of its Directors from four (4) to three (3).

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of October, 1942.

P. FRENETTE,
2576-o Acting Deputy Attorney General.

Ventes pour taxes municipales

Sales for Municipal Taxes

CITÉ DE CHICOUTIMI

CITY OF CHICOUTIMI

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du 1er décembre 1942, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 207), de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation de la Cité de Chicoutimi, avec intérêt et frais, et qu'en conséquence, lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la grande salle de l'hôtel de ville, le VINGT-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1942, à ONZE heures de l'avant-midi.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by an Order dated the 1st of December, 1942, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 54 of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q., 1941, chap. 207), to sell the immovables hereinafter designated in payment of arrears of taxes due the Corporation of the City of Chicoutimi, with interest and costs, and that consequently the said immovables shall be sold by public auction in the big hall of the City hall, on the TWENTY-NINTH day of DECEMBER, 1942, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes devenues exigibles le ou avant le 31 décembre 1941 auront été payées avant le moment de la vente.

1. Succession Johnny Brassard.—Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie des lots connus et désignés au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, sous les numéros quatre cent quarante-sept et quatre cent quarante-huit (447 et 448) lequel mesure quarante-six pieds de largeur, de l'est à l'ouest sur quatre-vingt pieds de profondeur, du nord au sud mesure précise à la mesure anglaise et est borné vers le nord par le terrain réservé pour la rue Price, vers l'est et vers le sud par le terrain des héritiers Savard, et vers l'ouest par le terrain de Joseph Gagné et de l'abbé Normand Gagné, ou représentants.

3. J.-E.-A. Dubuc.—Un certain terrain ou emplacement comprenant, suivant le cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, après dernière subdivision du lot numéro deux cent sept du cadastre de cette ville:

1. Une partie du lot numéro deux cent sept-A (P.207-A) ayant front sur la rue Racine, mesurant quarante-trois pieds et quatre pouces de largeur, de l'est à l'ouest, par quatre-vingt-dix pieds de profondeur du sud au nord, et comprise dans les bornes suivantes: vers le sud à la rue Racine, vers le nord au terrain ci-après décrit en second lieu, vers l'ouest à l'avenue Lafontaine, et vers l'est par le pan ouest de la maison à trois étages ci-devant occupée par A.-A. Gagnon et construite sur le terrain voisin, et encore par ce terrain suivant le prolongement de la ligne ouest de ce pan allant de la rue Racine au terrain ci-après décrit en second lieu, le tout avec bâtisses et dépendances, et en plus:

a) Le droit de vue sur le résidu dudit lot deux cent sept-A et sur le lot deux cent sept-B du même cadastre; et

b) le droit d'appuyer toute bâtisse érigée sur le terrain sus-déclaré à celle susmentionnée audit A.-A. Grenon, et appartenant maintenant à Louis-B. Gagnon, mais avec réserve en faveur: a) De la Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec; de la partie de ce lot et des droits de vue, de passage et autres, à elle vendus et concédés par ledit M. J.-E.-A. Dubuc par acte devant le notaire C.-E. Boivin, le dix-neuf décembre mil neuf cent trente-neuf, (N° 8393), enregistré à Chicoutimi le 21 décembre 1939, sous le N° 66,588; et b) Dudit M. Louis-B. Gagnon: du droit de passer à pied et en voiture dans un chemin de dix pieds de largeur situé sur partie dudit lot numéro deux cent sept-A (207-A), tel que ce chemin a été établi dans et par un acte de conventions intervenu entre MM. Julien-Edouard-Alfred Dubuc et Louis-B. Gagnon, et reçu en minute par le notaire C.-E. Boivin, le treize avril mil neuf cent trente-neuf, N° 8167, enregistré à Chicoutimi le lendemain sous le N° 66,531.

2. Le lot deux cent sept-C (207-C) ayant front sur l'avenue Lafontaine, mesurant trente-trois pieds de largeur, du sud au nord, par soixante et seize pieds et demi de profondeur de l'ouest à l'est, avec dépendances, mais avec réserve en faveur de Dame Aldina Morin, épouse d'Albert Lamontagne ou représentants, du droit à perpétuité du côté nord de ce lot, à l'usage d'un chemin mitoyen de huit pieds de largeur sur une longueur de quarante-cinq pieds depuis l'avenue Lafontaine; sauf à en distraire, cependant: a) Un lopin de terre mesurant cinq pieds de largeur par trente et un pieds et demi de profondeur, faisant partie dudit lot numéro deux cent sept-C (207-C) et compris dans les bornes suivantes: au nord par le terrain de Marie-Louise Lévesque et Alice Lévesque, ou représentants, à l'est par le terrain d'Adélar Leclerc ou représentants, au sud par le résidu dudit lot deux cent sept-C et à l'ouest par le bout, côté est, du chemin mitoyen appartenant auxdites Marie-Louise et Alice Lévesque ou représentants avec bâtisses et dépendances. b) La partie de ce lot et les droits de vue, de passage et autres vendus et concédés par M. J.-E.-A. Dubuc à La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec par l'acte précité du dix-neuf décembre mil neuf cent trente-neuf, enregistré sous le N° 66,588.

4. George-R. Doyle.—Les lots numéros 644-27, 644-29 et 643-32.

5. Dame Marie-Laure Dubois, épouse de M. Émile Couture (occupé par Dame Bernadette Savard, épouse de M. Armand Gravel).—Un emplacement de 50 pieds de largeur, mesure précise, par cent quatre pieds et trois pouces de profondeur, plus ou moins, formant partie du lot numéro trois cent soixante et dix-neuf (379) du

However, there shall be excluded from the sale the immovables whereon the taxes falling due on or before the 31st of December, 1941, shall have been paid before the sale.

1. Estate Johnny Brassard.—All that parcel of land or emplacement forming part of the lots known and designated on the official cadastre for the Town of Chicoutimi, under numbers four hundred and forty-seven and four hundred and forty-eight (447 and 448) which measures forty-six feet in width, from east to west by eighty feet in depth, from north to south, exact measurement and English measure, and is bounded on the north by the land reserved for Price street, on the east and south by the land of the Savard Heirs, on the west by the land of Joseph Gagné and of Abbé Normand Gagné, or representatives.

3. J. E. A. Dubuc.—A certain lot of land or emplacement comprising according to the official cadastre of the Town of Chicoutimi, after the last subdivision of lot number two hundred and seven of the cadastre of the said Town:

1. A part of lot number two hundred and seven-A (Pt. 207-A) fronting on Racine street, measuring forty-three feet and four inches in width, from east to west, by ninety feet in depth, from south to north, and comprised within the following boundaries: On the south by Racine street, on the north by the lot of land hereinafter secondly described, on the west by Lafontaine avenue, and on the east by the west wall of the three story house heretofore occupied by A. A. Gagnon and built on the neighbouring lot, and also by the said lot of land following the prolongation of the west line of the said wall running from Racine street to the lot of land hereinafter secondly described, the whole with buildings and dependencies, and moreover:

a) The right of view on the residue of said lot two hundred and seven-A and on lot two hundred and seven-B of the same cadastre; and

b) The right to lean any building erected on the lot of land above described, against the one above mentioned belonging to the said A. A. Grenon, and now belonging to Louis B. Gagnon, but with reserve in favour of: a) The Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec; of a part of the said right and of the rights of view, passage and other rights, sold to it and conceded by the said Mr. J. E. A. Dubuc by deed before Notary C. E. Boivin, the nineteenth of December, one thousand nine hundred and thirty-nine, No. 8393, registered at Chicoutimi the 21st of December, 1939, under No. 66,588; and b) The said Mr. Louis B. Gagnon: the right of Way on foot and with vehicle in a road ten feet wide situate on a part of said lot number two hundred and seven-A (207-A), as the said road was established in and by a deed of agreement made between Messrs. Julien Edouard Alfred Dubuc and Louis B. Gagnon, and received in minute by the Notary C. E. Boivin, the thirteenth of April, one thousand nine hundred and thirty-nine, No. 8167, registered at Chicoutimi the following day under No. 66,531.

2. Lot two hundred and seven-C (207-C) fronting on Lafontaine avenue, measuring thirty-three feet in width, from south to north, by seventy-six feet and one half in depth from west to east, with dependencies, but with reserve in favour of Dame Aldina Morin, wife of Albert Lamontagne or representatives, of right in perpetuity on the north side of the said lot, to the use of a mitoyen road of eight feet in width by a length of forty-five feet from Lafontaine avenue; save to be deducted, however: a) A parcel of land measuring five feet in width by thirty-one feet and one half in depth, forming part of said lot number two hundred and seven-C (207-C) and comprised within the following boundaries: on the north by the land of Marie-Louise Lévesque and Alice Lévesque, or representatives, on the east by the land of Adélar Leclerc, or representatives, on the south by the residue of said lot two hundred and seven-C and on the west by the end, east side, of the mitoyen road belonging to the said Marie-Louise and Alice Lévesque or representatives—with the buildings and dependencies. b) That part of the said lot and the rights of view, passage and other rights sold and conceded by Mr. J. E. A. Dubuc to La Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec by the aforesaid deed of the nineteenth of December, one thousand nine hundred and thirty-nine, registered under No. 66,588.

4. George R. Doyle.—Lots Nos. 644-27, 644-29 and 643-32.

5. Dame Marie-Laure Dubois, wife of Mr. Émile Couture (occupied by Dame Bernadette Savard, wife of Mr. Armand Gravel).—An emplacement of 50 feet in width, exact measurement, by one hundred and four feet and three inches in depth, more or less, forming part of lot number three hundred and seventy-nine

cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, borné vers l'ouest à l'avenue Lafontaine, vers l'est au terrain de Henry Langevin et J. Girard, du côté nord au terrain de Thomas Boivin et du côté sud au terrain de E. Bachtold suivant une ligne parallèle au côté nord de la rue Price et distante de cinquante pieds, mesure précise de ce côté.

6. Ernest Lalancette et Joseph-Elie Lalancette, son fils, et Denise Poulin, de Québec. (Pierre-Eug. Lalancette, occupant).

(a) Un emplacement comprenant suivant le cadastre officiel de la ville de Chicoutimi: La partie sud-ouest du lot numéro huit cent quatre-vingt-onze—quatorze (891-14) de la division actuelle du lot huit cent quatre-vingt-onze (891) comprise dans les bornes suivantes: Vers le nord-ouest au chemin public, (rang St-Paul), vers le nord-est au terrain de Phydime Paul ou représentants, du côté sud-est au lot numéro 891-13, et du côté sud-ouest au lot N° 891-15; et la partie sud-ouest du lot numéro huit cent quatre-vingt-onze—treize (Ptie S.-O. 891-13), de la division actuelle du lot numéro huit cent quatre-vingt-onze (891) comprise dans les bornes suivantes: Vers le nord-ouest au lot numéro 891-14, vers le nord-est au terrain de Phydime Paul ou représentants, du côté sud-est au lot numéro 892-15, et du côté sud-ouest au lot numéro 891-15 avec ensemble toutes bâtisses sur cet emplacement et toutes dépendances, et

(b) 1. Un terrain ou emplacement comprenant suivant le cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, après dernière subdivision, des lots huit cent quatre-vingt-onze et huit cent quatre-vingt-douze (891 et 892), le lot numéro huit cent quatre-vingt-onze—quinze (891-15), lot numéro huit cent quatre-vingt-douze—dix-neuf (892-19). La partie nord-est du lot numéro huit cent quatre-vingt-onze—seize (Ptie N.-E. 891-16), comprise dans les bornes suivantes: vers le nord-ouest au chemin public, (rang St-Paul), vers le nord-est par le lot numéro huit cent quatre-vingt-onze—quinze (891-15), du côté sud-est au lot numéro huit cent quatre-vingt-douze—vingt (Ptie N.-E. 892-20) comprise dans les bornes suivantes: vers le nord-ouest au lot numéro huit cent quatre-vingt-onze—seize (891-16), vers le nord-est au lot huit cent quatre-vingt-douze—dix-neuf (892-19), du côté sud-est par le fossé passant au milieu de la coulée qui se trouve à cet endroit, et du côté sud-ouest au résidu ci-après décrit du lot numéro huit cent quatre-vingt-douze—vingt (892-20), avec ensemble toutes les bâtisses sur ce terrain et autres dépendances, et sujet à tous les droits acquis de la cité de Chicoutimi.

2. Un autre terrain contigu à celui ci-dessus décrit au paragraphe 1, et comprenant suivant le même cadastre officiel, après dernières redivisions des lots huit cent quatre-vingt-onze et huit cent quatre-vingt-douze. La partie sud-ouest du lot numéro huit cent quatre-vingt-onze—seize (Ptie S.-O. 891-16) comprise dans les bornes suivantes: vers le nord-ouest au chemin public (rang St-Paul), vers le nord-est au résidu ci-dessus décrit du lot numéro huit cent quatre-vingt-onze—seize (891-16) du côté sud-est au lot numéro huit cent quatre-vingt-douze—vingt et du côté sud-ouest au lot numéro onze cent soixante et douze (1172). La partie sud-ouest du lot numéro huit cent quatre-vingt-douze—vingt (Ptie S.-O. 892-20) comprise dans les bornes suivantes: vers le nord-ouest au lot numéro huit cent quatre-vingt-onze—seize (891-16), vers le nord-est au lot numéro huit cent quatre-vingt-douze—dix-neuf (892-19), du côté sud-est par le fossé passant au milieu de la coulée qui se trouve à cet endroit, et du côté sud-ouest par le lot numéro onze cent soixante et douze (1172), avec toutes bâtisses, circonstances et dépendances, et sujet à tous les droits acquis de la cité de Chicoutimi.

7. Johnny et Armand L'Heureux.—Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot numéro quatre cent soixante et sept (467) au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi mesurant cent pieds de largeur de l'est à l'ouest et cent pieds de profondeur du sud au nord, et est compris dans les bornes suivantes: Vers le nord au terrain réservé pour la rue Price, vers l'est et le sud, par le terrain de M. J.-D. Guay ou représentants, et vers l'ouest encore par le terrain de M. J.-D. Guay ou représentants, suivant une ligne parallèle à la ligne est du lot cadastral quatre cent soixante et six de la même ville de Chicoutimi et distance de quinze pieds à l'est de cette ligne, la ligne du côté ouest de l'emplacement présentement décrit se trouvant à environ quinze pieds du bord de la côté.

(379) of the official cadastre for the Town of Chicoutimi, bounded on the west by Lafontaine avenue, on the east by the land of Henry Langevin and J. Girard, on the north by the land of Thomas Boivin, and on the south side by the land of E. Bachtold, following a line parallel to the north side of Price street and distant fifty feet, exact measurement, from the said side.

6. Ernest Lalancette, and Joseph-Elie Lalancette, his son, and Denise Poulin, of Québec. (Pierre-Eug. Lalancette, occupant).

(a) An emplacement comprising according to the official cadastre of the Town of Chicoutimi: the south-west part of lot number eight hundred and ninety-one—fourteen (891-14) of the actual division of lot eight hundred and ninety-one (891) comprised within the following boundaries: On the north-west by the public road, (St. Paul Range), on the north-east by the land of Phydime Paul or representatives, on the south-east side by lot No. 891-13, and on the south-west side by lot No. 891-15; and the south-west part of lot number eight hundred and ninety-one—thirteen (S.W. Pt. 891-13), of the actual division of lot number eight hundred and ninety-one (891) comprised within the following boundaries: On the north-west by lot No. 891-14, on the north-east by the land of Phydime Paul or representatives, on the south-east by the land of Phydime Paul or representatives, on the south-east side by lot No. 892-15, and on the south-west side by lot No. 891-15—together with all the buildings on the said emplacement and all dependencies, and

(b) 1. A lot of land or emplacement, comprising, according to the official cadastre for the Town of Chicoutimi, after the last subdivision of lots eight hundred and ninety-one and eight hundred and ninety-two (891 and 892), lot number eight hundred and ninety-one—fifteen (891-15) lot number eight hundred and ninety-two—nineteen (892-19). The northeast part of lot number eight hundred and ninety-one—sixteen (N.E. Pt. 891-16) comprised within the following boundaries: on the northwest by the public road (Range St. Paul), on the northeast by lot number eight hundred and ninety-one—fifteen (891-15) on the south-east side by lot number eight hundred and ninety-two—twenty (N.E. Pt. 892-20) comprised within the following boundaries: on the northwest by lot number eight hundred and ninety-one—sixteen (891-16), on the north-east by lot eight hundred and ninety-two—nineteen (892-19), on the southeast side by the ditch passing in the middle of the hollow (coulée) which is to be found at this place, and on the southwest side by the residue, hereinafter described of lot number eight hundred and ninety-two—twenty (892-20)—together with all the buildings upon said land and other dependencies and subject to all acquired rights of the City of Chicoutimi.

2. Another lot of land contiguous to that hereinabove described in paragraph 1, and comprising, according to said cadastre, after the last redivision of lots eight hundred and ninety-one and eight hundred and ninety-two. The southwest part of lot number eight hundred and ninety-one—sixteen (S.W. Pt. 891-16) comprised within the following boundaries: on the north-west by the public road (Range St. Paul) on the north-east by the residue hereinabove described of lot number eight hundred and ninety-one—sixteen (891-16), on the south-east side by lot number eight hundred and ninety-two—twenty and on the southwest side by lot number eleven hundred and seventy-two (1172). The southwest part of lot number eight hundred and ninety-two—twenty (S.W. Pt. 892-20) comprised within the following boundaries: on the northwest by lot number eight hundred and ninety-one—sixteen (891-16), on the northeast by lot number eight hundred and ninety-two—nineteen (892-19), on the southwest side by the ditch passing in the middle of the hollow (coulée) which is to be found at this place, and on the southwest side, by lot number eleven hundred and seventy-two (1172) with all the buildings, circumstances and dependencies and subject to all acquired rights of the City of Chicoutimi.

7. Johnny and Armand L'Heureux.—All that parcel of land or emplacement forming part of lot number four hundred and sixty-seven (467) on the official cadastre for the Town of Chicoutimi, measuring one hundred feet in width from east to west by one hundred feet in depth from south to north and comprised within the following boundaries: on the north by the land reserved for Price street, on the east and south by the land of Mr. J. D. Guay or representatives, and on the west again by the land of Mr. J. D. Guay or representatives, following a line parallel to the eastern line of cadastral lot four hundred and sixty-six of said Town of Chicoutimi and fifteen feet distant, on the east, from the said line, the line on the west side of the emplacement hereby described being about fifteen feet distant from the edge of the hill.

8. Madame William McLean.—Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot numéro 731 au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi lequel terrain mesure 50 pieds de largeur du sud au nord, mesure précise à la mesure anglaise, sur 109 pieds de profondeur de l'est à l'ouest, plus ou moins, et est compris dans les bornes suivantes: au nord par le terrain de Joseph Gilbert ou représentants, en front à l'est à la rue transversale N° XIV, au sud par le terrain de Joseph McLean, et à l'ouest par le terrain de Louis Gravel, ou représentants, avec la maison, la boulangerie, et autres bâtisses dessus, construites et toutes dépendances. Avec réserve cependant pour M. Joseph McLean, contre-maître, de la cité de Chicoutimi, pour lui-même seulement du droit de passer à pied et en voiture dans un chemin se trouvant sur la limite sud du terrain ci-dessus décrit.

Si cependant M. Joseph McLean agrandissait la maison qu'il avait le 23 mai 1931 ou en érigeait une autre en son lieu et place dans ou près de la ligne de division entre son terrain et celui susdécrit, ce droit de passage sera perpétuel et pourra être cédé aux acquéreurs du terrain dudit M. Joseph McLean, et dans ce cas M. Joseph McLean aura droit de vue, de chassis et de sortie sur cedit chemin. Si ledit Joseph McLean vendait son terrain et sa maison telle qu'elle était le 23 mai 1913, il ne pourra céder le droit de passage qu'il s'est réservé, non plus que les droits de vue, de chassis et sortie sur icelui.

Ce droit de passage et les droits de vue de chassis et de sortie sur cedit chemin seront aussi perpétuels et cessibles au cas où M. William McLean vendait le terrain susdécrit alors que ledit Joseph McLean serait encore propriétaire du terrain situé du côté sud du terrain susdécrit. Ces réserves sont mentionnées dans un acte de vente par M. Joseph McLean en faveur de M. William McLean, suivant acte passé devant Geo. St-Pierre, notaire, numéro 10523 de ses minutes, le 23 mai 1913 et enregistré à Chicoutimi le 5 juillet de la même année sous le numéro 23835.

9. Harry Tremblay:—

"A" La juste moitié indivise d'un lopin de terre ou emplacement, de figure irrégulière, formé de la partie sud du lot numéro quatre cent soixante et trois—un (463-1) au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, lequel terrain est compris dans les bornes suivantes: en front vers le nord par une ligne parallèle au côté sud de la rue Price, cette ligne parallèle partant d'un point de la ligne de division entre les lots quatre cent soixante et trois—un et quatre cent soixante et trois—quatre, situé à cent quatre pieds de la rue Price mesurant dans le prolongement de cette ligne de division, entre lesdits lots quatre cent soixante et trois—un et quatre cent soixante et trois—quatre, en partant de la rue Price, en profondeur au sud au lot numéro quatre cent quatre-vingt-cinq du cadastre, joignant d'un côté à l'ouest au terrain de Henry Morin, et de l'autre côté à l'est au terrain de Gaspard Lemoine ou représentants, avec toutes les bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

2. Tout cet autre lopin de terre formé de la juste moitié est des lots connus et désignés au cadastre officiel susdit de la ville de Chicoutimi, sous les numéros quatre cent soixante et cinq—quatre et quatre cent soixante et cinq—cinq (465-4 et 465-5) lequel terrain compris dans les bornes suivantes: vers le nord à la rue Price, vers l'ouest à M. Philippe Duchesne, vers le sud à la demie est du lot quatre cent soixante et cinq—trois, vers l'est au lot numéro quatre cent soixante et six, sans bâtisse et avec dépendances.

"B" Tout ce lopin de terre ou emplacement formé de partie des lots numéros huit cent dix-sept—deux et huit cent dix-sept—trois—trois (817-2 et 817-3-3) de la dernière subdivision des lots numéros huit cent dix-sept et huit cent dix-sept—trois (817 et 817-3) au cadastre officiel de la ville de Chicoutimi, de figure irrégulière, et compris dans les bornes suivantes: vers le sud-ouest à la Côte Bellevue, vers le nord-ouest au terrain de Joseph Tremblay "Goliath" ou représentants, au nord-est au terrain de la voie ferrée électrique de la Cie de Pulpe de Chicoutimi avec ensemble toutes bâtisses dessus érigées et toutes dépendances.

Lesdits lots et partie de lot sont du cadastre officiel de la ville de Chicoutimi.

Avec bâtisses, circonstances et dépendances et sujet à tous les droits acquis de la Cité de Chicoutimi.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

8. Mrs. William McLean.—All that parcel of land or emplacement forming part of lot number 731 on the official cadastre for the Town of Chicoutimi, said land measuring 50 feet in width from south to north, exact measurement, English measure by 109 feet in depth from east to west, more or less, and comprised in the following boundaries: on the north by the land of Joseph Gilbert or representatives, in front on the east by transversal street No. XIV, on the south by the land of Joseph McLean and on the west by the land of Louis Gravel or representatives—with the house, bakery and other buildings thereon erected and all dependencies. With a reserve, however, in favour of Mr. Joseph McLean, foreman, of the City of Chicoutimi, for himself only, of right of way, on foot and in vehicle in a road to be found on the Southern limit of the hereinabove described lot of land.

However, if Mr. Joseph McLean should enlarge the house which he had on May 23rd, 1931, or should he erect another house in the place and stead of same, in or near the division line between his land and that hereinabove described, said right of way shall be perpetual and may be assigned to purchasers of the land of said Mr. Joseph McLean and in such case, Mr. Joseph McLean will have right of view, of windows and of exit upon the said road. If said Joseph McLean should sell his land and his house, as it was on May 23rd, 1913, he will not be entitled to assign the right of way, which he reserved, nor the rights of view, windows and exit upon the same.

Said right of way and the rights of view, windows and exit on said road will also be perpetual and assignable in a case where Mr. William McLean should sell the hereinabove described lot of land while said Joseph McLean is still the owner of the land situate on the south side of the lot of land hereinabove described. These reserves are mentioned in a deed of sale by Mr. Joseph McLean in favour of Mr. William McLean, as per deed passed before Geo. St. Pierre, notary, number 10523 of his minutes, on the 23rd of May, 1913, and registered at Chicoutimi on July 5th of same year, under number 23835.

9. Harry Tremblay:—

"A" The exact undivided half of a parcel of land or emplacement of irregular figure formed of the south part of lot number four hundred and sixty-three—one (463-1) on the official cadastre for the town of Chicoutimi, said lot of land comprised within the following boundaries: in front, on the north by a line parallel to the south side of Price street, said parallel line starting from a point on the division line between lots four hundred and sixty-three—one and four hundred and sixty-three—four, situate one hundred and four feet distant from Price street, measuring, in the prolongation of said division line between lots four hundred and sixty-three—one and four hundred and sixty-three—four, starting from Price street, in depth, on the south, by lot number four hundred and eighty-five of the cadastre, adjoining on one side, on the west, the land of Henry Morin and on the other side, on the east, the land of Gaspard Lemoine or representatives—with all the buildings thereon erected and all dependencies.

2. All that other parcel of land formed of the exact half of the lots known and designated on the aforesaid official cadastre for the town of Chicoutimi, under numbers four hundred and sixty-five—four and four hundred and sixty-five—five (465-4 and 465-5) said lot of land comprised within the following boundaries: on the north by Price street, on the west by Mr. Philippe Duchesne, on the south by the east half of lot four hundred and sixty-five—three, and on the east by lot number four hundred and sixty-six—without buildings and with dependencies.

"B" All that parcel of land or emplacement forming part of lots numbers eight hundred and seventeen—two and eight hundred and seventeen—three—three (817-2 and 817-3-3) of the last subdivision of lots eight hundred and seventeen and eight hundred and seventeen—three (817 and 817-3) on the official cadastre for the town of Chicoutimi, of irregular figure and comprised within the following boundaries: on the southwest by Bellevue Hill, on the northwest by the land of Joseph Tremblay "Goliath" or representatives and on the northeast by the land of the electric railway of the Chicoutimi Pulp Co.—together with all buildings thereon erected and all dependencies.

Said lots and parts of lots being of the official cadastre for the town of Chicoutimi.

With buildings, circumstances and dependencies and subject to all acquired rights of the City of Chicoutimi.

The purchase price of each of said immovables shall be payable immediately.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Chicoutimi, ce 2 décembre 1942.

2557-49-2-o Le greffier,
GASTON CARRIER.

Province de Québec.

CORPORATION DE LA VILLE DE BLACK LAKE.

Avis public est par le présent donné, par le sous-signé, J.-O. Laplante, secrétaire-trésorier de la corporation de la ville de Black Lake, que sous l'autorité de la Loi des cités et villes, S.R.Q., 1941, les immeubles ci-après désignés, seront vendus à l'enchère publique, dans la salle des délibérations du conseil, à l'Hôtel-de-Ville de Black Lake, le DIX-NEUVIÈME jour de JANVIER mil neuf cent quarante-trois, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des arrrages de taxes municipales, et scolaires dues à La Corporation de la ville de Black Lake et aux Commissaires d'Écoles pour la municipalité de la ville de Black Lake.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels tous les versements échus des taxes municipales et scolaires consolidées, de même que toutes les taxes municipales non consolidées imposées et devenues exigibles avant le 1er décembre 1942, les taxes d'eau imposées et devenues exigibles le ou avant le 1er août 1942, et toutes les taxes scolaires imposées et devenues exigibles le ou avant le 1er juillet 1942 auront été payées avant le moment de la vente.

N° d'ordre — Noms — Subdivisions

1. Fréchette, Ulric.—Un emplacement de 50 pieds par 100 pieds, faisant partie du lot 322 du cadastre officiel du canton d'Irlande, borné en avant au sud-est au chemin public, au nord-est à la rue St-Hubert, au nord-ouest et au sud-ouest au terrain de l'Asbestos Corporation Limited.

2. Bellavance, Vve Hubert, 1.
3. O'Brien, Albert, 13.
4. O'Brien, Albert, 14.
5. Boissonnault, Alphonse, 47.
6. Boissonnault, Alphonse, 48.
7. Laroche, Joseph, 105.
8. Lacasse, Ludger, 130.
9. Lacasse, Ludger, 135.
10. Dubois, Albini, 153.
11. Chabot, A.-H., 182.
12. O'Brien, Albert, 226.
13. O'Brien, Albert, 227.
14. Delisle, Hector, 214.
15. Boissonnault, Alphonse, ½ N.-O. 298-299.

Les subdivisions des numéros d'ordre de 1 à 15 inclusivement sont toutes du cadastre No 322 du Canton d'Irlande.

16. Bizier, Lucien, Partie.—Étant la partie sud-ouest de la subdivision N° 308A dudit lot, située entre la subdivision N° 309 dudit lot et la ligne de concession entre les 6ème et 5ème rangs du Canton d'Irlande, sur la même profondeur de la subdivision N° 309 et 310 dudit lot 324.

17. Bizier, Lucien, Partie.—Étant la subdivision du lot 309 dudit lot et les 100 pieds sud-ouest de largeur sur toute la profondeur de la subdivision N° 310 dudit lot, moins un morceau de terre à être pris de la subdivision 308A et 309 dudit lot, qui a déjà été vendu à l'Asbestos Corporation Limited, et décrit comme suit: Une certaine partie de terre dans la ville de Black Lake, ayant la forme d'un parallélogramme, et ayant une super-

The sale shall be made, moreover, subject to right of withdrawal and other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Chicoutimi, December 2nd, 1942.

2557-49-2 GASTON CARRIER,
Clerk.

Province of Québec.

CORPORATION OF THE TOWN OF BLACK LAKE.

Public notice is hereby given, by the undersigned J. O. Laplante, secretary-treasurer of the Corporation of the Town of Black Lake, that under authority of the cities and towns Act, R.S.Q., 1941, the immovables hereinafter described will be sold by public auction in the Council Room of the Town Hall of Black Lake on the NINETEENTH day of JANUARY, nineteen hundred and forty-three, at TEN o'clock in the forenoon, for payment of arrears of municipal and school taxes due to the Corporation of the town of Black Lake and to the School Commissioners of the municipality of the town of Black Lake.

However, there shall be excluded from the sale, those immovables upon which all the instalments due for consolidated municipal and school taxes, and also the non-consolidated municipal taxes, levied and being exigible on or before the 1st of December, 1942, the water taxes, levied and being exigible on or before the 1st of August, 1942, and all the school taxes levied and being exigible on or before the 1st of July, 1942, shall have been paid before the time of the sale.

Numerical Order — Names — Subdivisions

1. Fréchette, Ulric.—An emplacement of 50 feet by 100 feet, forming part of lot 322 of the official cadastre for the township of Ireland, bounded in front on the southeast by the public road, on the northeast by St. Hubert street, on the northwest and southwest by the land of the Asbestos Corporation Limited.

2. Bellavance, widow Hubert, 1.
3. O'Brien, Albert, 13.
4. O'Brien, Albert, 14.
5. Boissonnault, Alphonse, 47.
6. Boissonnault, Alphonse, 48.
7. Laroche, Joseph, 105.
8. Lacasse, Ludger, 130.
9. Lacasse, Ludger, 135.
10. Dubois, Albini, 153.
11. Chabot, A.-H., 182.
12. O'Brien, Albert, 226.
13. O'Brien, Albert, 227.
14. Delisle, Hector, 214.
15. Boissonnault, Alphonse, N.-W. ½ 298-299.

Subdivisions of numerical order numbers 1 to 15 inclusively, all being on the cadastre No. 322 for the Township of Ireland.

16. Bizier, Lucien, Part. Being the southwest part of subdivision No. 308A of said lot, situate between subdivision No. 309 of said lot and the concession line between ranges 6th and 5th of the Township of Ireland, on the same depth of subdivision Nos. 309 and 310 of said lot 324.

17. Bizier, Lucien, Part.—Being the subdivision of lot 309 of said lot and the 100 feet southwest in width by the whole of the depth of subdivision No. 310 of said lot, less a portion of land to be taken from subdivision 308A and 309 of said lot already sold to the Asbestos Corporation Limited and described as follows: a certain part of land in the Town of Black-Lake, having the shape of a parallelogram, and containing an area of

N° d'ordre — Noms — Subdivisions

ficie de 3 acres 3.69-100, le côté nord-ouest et le côté sud-est étant 481 pieds de longueur, et les côtés sud-ouest et nord-est étant 335 pieds en longueur, bornée vers le nord-ouest au vendeur et à la rivière Thetford, au sud-est à le résidu du lot 324, subdivision N° 309, appartenant au vendeur, au sud-est à l'acquéreur "The Asbestos Corporation Limited", et au sud-ouest par le résidu du lot 308A. Ce morceau de terre étant une partie de 324, subdivision Nos 308A et 309. Ledit morceau de terre à être pris à une distance d'environ 380 pieds, sud-ouest de la ligne divisant 324-309 du lot 324, subdivision N° 310. Le tout tel que démontré au plan.

18. Binette, Dame Thomas, 62.
19. Côté, Louis, 64.
20. Côté, Louis, 71.
21. Côté, Louis, 72.
22. Maurais, Léonce, 90.
23. Doyon, Wilfrid, 242.

Les subdivisions des numéros d'ordre de 18 à 23 inclusivement sont toutes du cadastre N° 324 du Canton d'Irlande.

24. Marcoux, Arthur, 30.

25. Champagne, Gemma, Partie.—Un morceau de terrain de 134 pieds de front par 200 pieds de profondeur, faisant partie du lot 325, borné en front par le chemin de St-Ferdinand, au nord-ouest par Philippe Dubois, au nord-est par Narcisse Boulanger et au sud-est par Jean-Louis Malenfant.

Les subdivisions Nos 24 et 25 sont du cadastre 325 du Canton d'Irlande.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

Donné à Black Lake, ce 9ème jour de décembre 1942.

2589-50-2-o Le secrétaire-trésorier,
J.-O. LAPLANTE.

Province de Québec.—Comté de Drummond

VILLE DE ST-JOSEPH DE GRANTHAM

Avis public est par les présentes donné que les immeubles suivants seront mis en vente et adjugés au plus haut et dernier enchérisseur, au bureau du secrétaire-trésorier, à Ville St-Joseph de Grantham, MARDI le DOUZE JANVIER 1943, à DIX heures de l'avant-midi, savoir:

Comme appartenant à William B. Williams: le lot numéro deux cent soixante-huit des subdivisions du lot numéro cent quarante-cinq (145-268) du cadastre du Canton de Grantham, comté de Drummond.

Comme appartenant à Pierre Martineau: le lot numéro cinq des subdivisions du lot numéro cent quarante-neuf (149-5) du cadastre du Canton de Grantham, comté de Drummond.

Ces ventes sont faites pour le paiement des taxes municipales et scolaires affectant lesdits immeubles.

Donné à Ville St-Joseph de Grantham, ce 7 décembre 1942.

2605-50-2-o Le secrétaire-trésorier,
PAUL ROUSSEAU.

Action en séparation de biens

Cour Supérieure, Canada, province de Québec, district de Rimouski, N° 8248. Dame Éliza-

Numerical Order — Names — Subdivisions

3 acres 3.69-100, the northwest and southeast sides being 481 feet in length, and the southwest and northeast sides being 335 feet in length, bounded on the northwest by the vendor, and by the Thetford River, on the southeast, and by the residue of lot 324, subdivision No. 309, belonging to the vendor, on the southeast by the purchaser The Asbestos Corporation Limited, and on the southwest by the residue of lot 308A. Said portion of land being part of 324, subdivisions Nos. 308A and 309. Said portion of land to be taken at about 380 feet distant on the southwest of the division line between 324-309 of lot 324, subdivision on No. 310. The whole as indicated on the plan.

18. Binette, Dame Thomas, 62.
19. Côté, Louis, 64.
20. Côté, Louis, 71.
21. Côté, Louis, 72.
22. Maurais, Léonce, 90.
23. Doyon, Wilfrid, 242.

The subdivisions of numerical order numbers from 18 to 23 inclusively all being on the cadastre No. 324 for the Township of Ireland.

24. Marcoux, Arthur, 30.

25. Champagne, Gemma, Part.—A portion of land of 134 feet in front by 200 feet in depth forming part of lot 325, bounded in front by the St. Ferdinand road, on the northwest by Philippe Dubois, on the northeast by Narcisse Boulanger, and on the southeast by Jean-Louis Malenfant.

The subdivisions Nos. 24 and 25 being of the cadastre 325 for the Township of Ireland.

The purchase price of each of said immovables shall be payable immediately.

Given at Black Lake, this 9th day of December, 1942.

2589-50-2 J. O. LAPLANTE,
Secretary Treasurer.

Province of Quebec.—County of Drummond

TOWN OF ST-JOSEPH DE GRANTHAM

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by public auction at the office of the secretary-treasurer, St-Joseph de Grantham, on TUESDAY, JANUARY TWELFTH, 1943, at TEN o'clock a.m., to wit:

As belonging to William B. Williams: lot number two hundred and sixty-eight of the subdivisions of the lot one hundred and sixty-eight of the subdivisions of the lot one hundred and forty-five (145-268) of the cadastre of Canton de Grantham, Drummond County;

As belonging to Pierre Martineau: lot number five of the subdivisions of the lot number one hundred and forty-nine (149-5) of the cadastre of Canton de Grantham, Drummond County.

The properties are sold for the payment of municipal and school taxes assessed on said properties.

Given at town St-Joseph de Grantham, December 7th, 1942.

2605-50-2-o PAUL ROUSSEAU,
Secretary-Treasurer.

Action for separation as to property

Superior Court, Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 8248. Dame Éliza-

beth Banville, épouse commune en biens de Louis Isabelle, industriel, tous deux de la paroisse de St-Germain de Rimouski, demanderesse; vs Ledit Louis Isabelle, industriel, de ladite paroisse de St-Germain de Rimouski, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

Rimouski, 2 décembre 1942.

Les procureurs de la demanderesse,
2586-o GAGNON & GAGNON.

beth Banville, wife common as to property of Louis Isabelle, industrial, both of the parish of St-Germain de Rimouski, Plaintiff; vs The said Louis Isabelle, industrial, of the said parish of St-Germain de Rimouski, Defendant.

Action for separation as to property has been issued.

Rimouski, December 2nd, 1942.

GAGNON & GAGNON,
2586-o Attorneys for Plaintiff.

Avis divers

Province de Québec

VILLE ST-JOSEPH DE GRANTHAM

Avis est par les présentes donné qu'à sa session du 17 octobre 1942, le conseil de ladite ville a résolu de demander au lieutenant-gouverneur en conseil, l'émission de lettres patentes supplémentaires, en vertu du Chap. 233, art. 15, S.R., à l'effet de changer le nom de Ville St-Joseph de Grantham, comté de Drummond, en celui de "Ville St-Joseph, comté de Drummond".

Donné à Ville St-Joseph de Grantham, ce 13e jour de novembre 1942.

Le secrétaire-trésorier,
2427-47-4-o PAUL ROUSSEAU.

Avis est donné que, par un arrêté ministériel en date du vingt novembre 1942, les règlements de l'"Association Canadienne-française pour l'avancement des Sciences Inc." ont été approuvés conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 23 novembre 1942.

Le sous-secrétaire de la Province,
2579-o JEAN BRUCHESI.

"ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES INC." (ACFAS)

Règlement N° 7
(adopté à l'Assemblée générale de 1942)

"L'ACFAS est administrée par un bureau de direction comprenant quinze directeurs..."

Le secrétaire,
2580-o JACQUES ROUSSEAU.

"H. L. PEILER & Co. LIMITED"

Règlement spécial "B"

Passé à Montréal le 2 mai 1942, par le Conseil d'administration de la compagnie.

"Le nombre des directeurs est, par les présentes augmenté de trois à cinq."

Copie conforme certifiée.

Le secrétaire,
2581 W. BURTON.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du vingt-sept novembre 1942, le Règlement "A" de l'"Association des Anciens Élèves de l'École Polytechnique de Montréal", constituée en corporation par la Loi Spéciale 1 George V, chapitre 92, changeant le nom de cette association en celui de "Association des Diplômés de Polytechnique", a été déclaré valide, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi

Miscellaneous Notices

Province of Quebec

TOWN OF ST-JOSEPH DE GRANTHAM

Notice is hereby given that, at its session of October 17th, 1942, the Council of the said town resolved to apply to the Lieutenant-Governor in Council for the issue of Supplementary Letters Patent, pursuant to Chap. 233, Art. 15, R.S., for the changing of the name of "Town of St-Joseph de Grantham," County of Drummond, to that of "Town of St-Joseph, County of Drummond".

Given at Town of St-Joseph de Grantham, this 13th day of November, 1942.

PAUL ROUSSEAU,
2427-47-4 Secretary-Treasurer.

Notice is given that, by an Order in Council dated November 20th, 1942, the By-laws of "l'Association Canadienne-française pour l'avancement des Sciences Inc." have been approved pursuant to the provisions of article 225 of the Quebec Companies' Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 23rd, of November, 1942.

JEAN BRUCHESI,
2579 Under Secretary of the Province.

"ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES INC." (ACFAS)

By-law No. 7
(adopted at the General Meeting of 1942).

"The ACFAS will be managed by a Board comprising fifteen Directors..."

JACQUES ROUSSEAU,
2580 Secretary.

"H. L. PEILER & Co. LIMITED"

Special By-Law "B"

Passed at Montreal on 2nd May, 1942, by the Board of Directors of the Company:

"The number of directors is hereby increased from three to five."

Certified true copy.

W. BURTON,
2581-o Secretary.

Notice is hereby given that, by Order in Council dated the twenty-seventh of November, 1942, By-law "A" of the "Association des Anciens Élèves de l'École Polytechnique de Montréal", incorporated by Special Act 1 George V, chapter 92, changing the name of the said association into that of "Association des Diplômés de Polytechnique", was declared valid, pursuant to the provisions of article 6 of the Special Cor-

des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 280).

Daté du bureau du Procureur Général, ce trentième jour de novembre 1942.

P. FRENETTE,
2590-o Assistant-procureur général suppléant.

WOODEN ACRES CAMPS INC.

Le règlement spécial "A" passé unanimement à une assemblée générale spéciale des actionnaires convoquée pour le considérer et tenue le 18 août 1942 à 11 heures du matin.

Règlement spécial "A"

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois à quatre."

[Seeau] Certifié,
Le secrétaire-trésorier,
2587 J.-B. BECKER.

La formation d'une société, sous le nom de "Association du Transport Interurbain Inc." — "Highway Transport Association Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quatre décembre 1942.

Le siège social du syndicat sera à Montréal, dans le district de Montréal, Province de Québec.

Le sous-secrétaire de la Province,
2588-o JEAN BRUCHESI.

PITFIELD INVESTMENT COMPANY

Sommaire du règlement "E"

Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce sauf pour fins de ventilation de ses affaires et qu'elle n'a pas de dettes ou obligations, il a été décrété que l'actif de la compagnie sera distribué en espèces entre ses actionnaires au prorata du nombre d'actions détenues par eux dans le capital-actions de la compagnie.

Passé à Montréal, le Sième jour de décembre 1942, par les directeurs.

PITFIELD INVESTMENT COMPANY,
Le secrétaire-trésorier,
2594 A. E. BORLASE.

Chartes—Abandon de

HODGE AUTO PARTS (DRUMMONDVILLE) LTD.

Avis est par les présentes donné que Hodge Auto Parts (Drummondville) Ltd. a l'intention de faire application à l'honorable Procureur Général de la Province de Québec, pour avoir la permission d'abandonner sa charte, suivant les prescriptions de la loi des compagnies de Québec.

Daté à Sherbrooke, ce 26ième jour de novembre 1942.

Le secrétaire,
2582-o ANTONIO-F. DUSSAULT.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'Industrie et du Com-

porate Powers Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 280).

Dated at the Office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1942.

P. FRENETTE,
2590 Acting Deputy Attorney General.

WOODEN ACRES CAMPS INC.

Special By-Law "A" unanimously passed at a Special General Meeting of Shareholders called for considering the same and held on August 18, 1942, at 11 A.M.

Special By-Law "A"

"That the number of Directors of the Company be increased from three to four."

[Seal] Certified,
J. B. BECKER,
2587-o Secretary-Treasurer.

The formation of an association, under the name of "Association du Transport Interurbain Inc." — "Highway Transport Association Inc." for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, was authorized by the Provincial Secretary on the fourth of December, 1942.

The principal place of business of the association will be at Montreal, District of Montreal, Province of Quebec.

JEAN BRUCHESI,
2588 Under Secretary of the Province.

PITFIELD INVESTMENT COMPANY

Summary of By-law "E"

Whereas the Company has ceased to carry on business except for the purpose of winding-up its affairs and has no debts or obligations, it was enacted that the assets of the Company shall be distributed in specie among the shareholders of the Company pro rata according to their several holdings in the capital stock of the Company.

Passed at Montreal, the 8th day of December, 1942, by the Directors.

PITFIELD INVESTMENT COMPANY,
A. E. BORLASE,
2594-o Secretary-Treasurer.

Charters—Surrender of

HODGE AUTO PARTS (DRUMMONDVILLE) LTD.

Notice is hereby given that Hodge Auto Parts (Drummondville) Ltd. intends to make application to the Honorable the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its chart for cancellation, pursuant to the Province of Quebec Companies' Act.

Dated at Sherbrooke, this 26th day of November 1942.

ANTONIO-F. DUSSAULT,
2582-o Secretary.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, R.S.Q., 1941, Chapter 276, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to

merce d'accepter l'abandon de la charte de "La Corporation des Agronomes du Québec", constituée en corporation par lettres patentes en date du neuvième jour d'août 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du trentième jour de novembre 1942, ladite corporation aura pris fin.

Daté du bureau du Procureur Général, ce trentième jour de novembre 1942.

P. FRENETTE,

2591-o Assistant-Procureur Général Suppléant.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Drake Realities Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-neuf janvier 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente novembre 1942, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce trente novembre 1942.

P. FRENETTE,

Assistant-procureur général suppléant.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Gravel & Goyer Coal Company Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du sept mars 1941.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente novembre 1942, ladite compagnie aura pris fin.

Daté du bureau du procureur général, ce trente novembre 1942.

P. FRENETTE,

Assistant-procureur général suppléant.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "John Paxton & Co., Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du cinq octobre 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 novembre 1942, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le 30 novembre 1942.

P. FRENETTE,

Assistant-procureur général suppléant.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Murray Bay

accept the surrender of the charter of the "La Corporation des Agronomes du Québec", incorporated by letters patent dated the ninth day of August, 1937.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of November, 1942, the said Corporation shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1942.

P. FRENETTE,

2591 Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Drake Realities Ltd.", incorporated by letters patent dated the twenty-ninth day of January, 1934.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of November, 1942, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1942.

P. FRENETTE,

Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Gravel & Goyer Coal Company Limited", incorporated by letters patent dated the seventh day of March, 1941.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of November, 1942, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1942.

P. FRENETTE,

Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "John Paxton & Co., Limited", incorporated by letters patent dated the fifth day of October, 1928.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of November, 1942, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1942.

P. FRENETTE,

Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 26, Chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce have been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Murray Bay Paper Company, Limited", in-

Paper Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatre mai 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 novembre 1942, ladite compagnie sera dissoute.

Daté du bureau du procureur général, le 30 novembre 1942.

P. FRENETTE,

2593 Assistant-procureur général suppléant.

PITFIELD INVESTMENT COMPANY

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie Pitfield Investment Company s'adressera au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il plaira au procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce de fixer.

Daté à Montréal, ce 8 décembre 1942.

Le secrétaire-trésorier,
A. E. BORLASE.

2595

corporated by letters patent dated the fourth day of May, 1928.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of November, 1942, the said Company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of November, 1942.

P. FRENETTE,

2593-o Acting Deputy Attorney General.

PITFIELD INVESTMENT COMPANY

Notice is hereby given that Pitfield Investment Company will make application to the Attorney-General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, under the provisions of the Quebec Companies' Act, for acceptance of the surrender of its Charter and the cancellation thereof upon and from a date to be fixed by the said Attorney-General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce.

Dated at Montreal, this 8th day of December, 1942.

A. E. BORLASE,
Secretary-Treasurer.

2595-o

Commission de l'Industrie Laitière

Dairy Industry Commission

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 63-E-42A

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du jeudi, 3 décembre 1942, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr. Émile Nadeau, président, Jules Côté, commissaire, Alphonse Savoie, secrétaire et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Après avoir considéré les conditions de l'industrie laitière dans la région de Dolbeau; vu la nécessité d'amender l'ordonnance 63-E-42,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

L'article 4 de ladite ordonnance N° 63-E-42, telle que publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 1er août 1942, est amendé en y remplaçant en dernière ligne les mots: "ferme du producteur" par les mots: "l'usine de pasteurisation", ledit article devant se lire comme suit:

"4. Tout marchand de lait pasteurisé doit payer directement à ses fournisseurs-producteurs, pour chaque cent livres de lait qu'il reçoit de ceux-ci, \$2.40 net F.A.B. l'usine de pasteurisation".

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de publier la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. DR. ÉMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,

Le secrétaire, Commission de l'Industrie Laitière.

Québec, le 4 décembre, 1942.

2599-o

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 63-E-42A

Excerpt from the proceeding of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, December 3rd, 1942, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Dr. Émile Nadeau, President, Messrs. Jules Côté, Commissioner, Alphonse Savoie, Secretary and Germain Beaulieu, Legal Adviser.

Considering the condition of the dairy industry within the region of Dolbeau; considering the necessity of amending order 63-E-42,

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

Article 4 of said ordinance No. 63-E-42, as published in the *Official Gazette of Quebec* dated August 1st, 1942, is amended by replacing in the last line the words: "farm of producer" by: "pasteurizing plant", reading as follows:

4. "Any pasteurized-milk dealer must pay directly to his producer-suppliers, for each hundred pounds of milk which he receives from them, \$2.40 net F.O.B. pasteurizing plant."

The present order comes into force the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. DR. ÉMILE NADEAU, President,
JULES CÔTÉ.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,

The Secretary, Dairy Industry Commission.

Québec, December 4th, 1942.

2599-o

Demandes à la législature

Prenez avis que Melvin Salmonovitz, licencié en droit de l'Université McGill, des cité et district de Montréal, et admis comme stagiaire de la firme Greenblatt & Godinsky, avocats, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour la passation d'une loi dans le but de changer son nom de Salmonovitz en celui de Salmon.

Daté en la cité de Montréal, province de Québec, ce 21 novembre 1942.

Les procureurs du requérant,
GREENBLATT & GODINSKY,
660 ouest, rue Ste-Catherine,
2476-48-4 Montréal.

Applications to Legislature

Take notice that Melvin Salmonovitz, Bachelor of Civil Law (McGill University), of the city and district of Montreal, and therein indentured as a law clerk with the firm of Greenblatt & Godinsky, advocates, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an act to change his name from Salmonovitz to Salmon.

Dated at the city of Montreal, Province of Quebec, this 21st day of November, 1942.

GREENBLATT & GODINSKY,
Attorneys for Petitioner,
660 St. Catherine St. W.,
2476-48-4-o Montreal.

Avis public est, par les présentes, donné que la Ville d'Iberville s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 7 Edouard VII, chapitre 72, et amendements, aux fins de changer la durée du terme d'office pour le maire et les conseillers, le mode d'élection des membres du conseil, la date des élections et celle de la confection de la liste des électeurs; changer le nombre des auditeurs et leurs qualifications; donner le droit de vote aux propriétaires qui n'ont pas payé leurs taxes; et pour autres fins.

Iberville, 9 décembre 1942.

L'avocat de la Ville d'Iberville,
2604-50-4-o MAURICE J. DEMERS.

Public notice is hereby given that the Town of Iberville will appeal to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter, the law 7 Edward VII, chapter 72, and amendments, for the following purposes: to change the duration of the term of office for the mayor and the councillors, the mode of election of the members of the municipal council, the date of the elections and that of the confection of the list of voters; to change the number of auditors and their qualifications; to grant the right of vote to the proprietors who have not paid their taxes; and for other purposes.

Iberville, December 9th 1942.

MAURICE J. DEMERS,
2604-50-4-o Attorney for the Town of Iberville.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

Québec, 30 novembre 1942.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 27 novembre 1942, d'annexer le territoire de la municipalité scolaire de la ville de Belœil, dans le comté de Verchères, pour les protestants seulement, à la municipalité scolaire de McMasterville, dans le même comté.
2577-o

Quebec, 30th November, 1942.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 27th of November 1942, to annex the territory of the School Municipality of the Town of Belœil, in the County of Verchères, for Protestants only, to the School Municipality of McMasterville, in the same County.
2577-o

Québec, 30 novembre 1942.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 27 novembre 1942, de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Jeanne-de-Neuveville, dans le comté de Portneuf, le lot N° I du cadastre officiel de Saint-Basile, pour l'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Basile-Station, dans le même comté.
2578-o

Quebec, 30th November, 1942.

His Honor the Lieutenant-Governor has been pleased, by order in council dated the 27th of November 1942, to detach from the School Municipality of Sainte-Jeanne-de-Neuveville, County of Portneuf, lot No. I of the official cadastre for Saint-Basile, to annex the same to the School Municipality of Saint-Basile-Station, same county.
2578-o

N° 812-41

Québec, le 28 novembre 1942.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Saint-Jérôme, dans le comté du Lac Saint-Jean, les lots H, I, J, K, du rang "B" du canton Caron et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Gédéon, dans le comté du même nom.

Le surintendant,
(Signé): VICTOR DORÉ.
2583-50-2-o

No. 812-41

Quebec, November 28th, 1942.

Application is made to detach from the School Municipality of the Parish of Saint-Jérôme, in the County of Lake Saint John, the lots H, I, J, K of Range "B" of the Township of Caron, and to annex the same to the School Municipality of Saint-Gédéon, in the County of said name.

(Signed): VICTOR DORÉ,
Superintendent.
2583-50-2

Ministère de la Voirie

Roads Department

AVIS

Les parties de chemins ci-après désignés cesseront à l'avenir d'être entretenues par le ministère de la voirie. Ayant été remplacées par de nouvelles sections redressées et améliorées, elles sont devenues inutiles pour la circulation.

Route N° 2—Edmundston-Rivière-du-Loup-Québec-Montréal-Frontière d'Ontario.

Dans la municipalité de la paroisse de Ste-Rose-du-Dégélé, comté de Témiscouata:

Une longueur de 1800 pieds, au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 45 à 48 inclusivement; une longueur de 3000 pieds, du côté nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 70 à 73 inclusivement; une longueur de 5800 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 76 à 80 inclusivement; une longueur de 170 pieds, au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 68 et 69; une longueur de 550 pieds, au nord de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 66 et 67.

Québec, le 5 décembre 1942.

T. D. BOUCHARD,

Ministre de la voirie.

2606-o

AVIS

Les parties de chemins ci-après désignées cesseront à l'avenir d'être entretenues par le ministère de la voirie. Ayant été remplacées par de nouvelles sections redressées et améliorées, elles sont devenues inutiles pour la circulation.

Route N° 23—Lévis-Armstrong

Dans le comté de Beauce

Dans la municipalité de St-Joseph-de-la-Beauce:

Une longueur de 1697 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 510, 512, 515 et 516; une longueur de 1780 pieds, à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 459, 463, 464, 470 et 472; une longueur de 3704 pieds, au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 480, 481, 484, 485, 489, 490, 492 et 494; une longueur de 1528 pieds, au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 444P, 451 et 450P; une longueur de 608 pieds, au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis le lot N° 444P.

Dans la municipalité de la paroisse de Notre-Dame-de-la-Providence:

Une longueur de 1057 pieds, au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 287, 289 et 292; une longueur de 938 pieds, au nord-est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 526, 526A et 528; une longueur de 430 pieds, au sud-ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 528 et 529.

Dans la municipalité d'Aubert-Gallion:

Une longueur de 615 pieds, à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos P-549, P-551 et P-552; une longueur de 2095 pieds, à l'ouest de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 553, 556 et 557.

Québec, le 3 décembre 1942.

T.-D. BOUCHARD,

Ministre de la Voirie.

2607-o

NOTICE

Parts of roads hereinafter designated which shall cease for the future to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by new, straightened and improved sections they have become useless for traffic.

Highway No. 2—Edmundston-Rivière-du-Loup-Québec-Montréal-Ontario Frontier.

In the Municipality of the Parish of Ste-Rose-du-Dégélé, County of Témiscouata:

A length of 1800 feet, Northeast of the new Highway, on or facing lots Nos. 45 to 48 inclusively; a length of 3000 feet, North side of the new Highway, on or facing lots Nos. 70 to 73 inclusively; a length of 5800 feet, North of the new Highway, on or facing lots Nos. 76 to 80 inclusively; a length of 170 feet, South of the new Highway, on or facing lots Nos. 68 and 69; a length of 550 feet, North of the new Highway, on or facing lots Nos. 66 and 67.

Quebec, December 5th, 1942.

T. D. BOUCHARD,

Minister of Roads.

2606

NOTICE

Parts of roads hereinafter designated shall cease for the future to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by new, straightened and improved sections, they have become useless for traffic.

Highway No. 23.—Lévis-Armstrong

In the County of Beauce

In the Municipality of St-Joseph-de-la-Beauce:

A length of 1697 feet, West of the new Highway, on or facing lots Nos. 510, 512, 515 and 516; a length of 1780 feet, East of the new Highway, on or facing lots Nos. 459, 463, 464, 470 and 472; a length of 3704 feet, Southwest of the new Highway, on or facing lots Nos. 480, 481, 484, 485, 489, 490, 492 and 494; a length of 1528 feet, Northeast of the new Highway, on or facing lots Nos. 444P, 451 and 450P; a length of 608 feet, Southwest of the new Highway, on or facing lot No. 444P.

In the Municipality of the Parish of Notre-Dame-de-la-Providence:

A length of 1057 feet, Southwest of the new Highway, on or facing lots Nos. 287, 289 and 292; a length of 938 feet, Northeast of the new Highway, on or facing lots Nos. 526, 526A and 528; a length of 430 feet, Southwest of the new Highway, on or facing lots Nos. 528 and 529.

In the Municipality of Aubert Gallion:

A length of 615 feet, East of the new Highway, on or facing lots Nos. P-549, P-551 and P-552; a length of 2095 feet, West of the new Highway, on or facing lots Nos. 553, 556 and 557.

Quebec, December 3rd, 1942.

T. D. BOUCHARD,

Minister of Roads.

2607

Ministère du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire de la construction de Hull lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 968, du 3 juin 1938 et amendements, relatif aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Labelle, de la façon suivante:

L'article IIIb suivant sera ajouté dans ledit décret:

"IIIb.—*Indemnité de vie chère*.—Conformément à la décision adoptée par le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec, en date du dix-huit novembre 1942, tous les employeurs assujettis au présent décret doivent payer à leurs salariés des métiers de la construction visés par ladite décision, une indemnité de vie chère de \$0.05 en plus du taux de salaire horaire payé à chacun d'eux au 15 novembre 1941. Ladite indemnité de vie chère de \$0.05 l'heure sera payable auxdits salariés jusqu'au 1er novembre 1943 et demeurera inchangée jusqu'à cette date, quelles que soient les fluctuations de l'indice fédéral du coût de la vie."

Durant les trente jours suivant la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 décembre 1942. 2585-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Ministre du Travail que le Comité conjoint des Barbiers du District de Hull lui a présenté une requête à l'effet d'apporter les modifications suivantes au décret numéro 2246, du 27 août 1941, et amendements, relatif aux métiers de barbier et coiffeur dans le district de Hull:

Que les alinéas concernant la Zone I, paragraphe "b" de l'article III, soient radiés et remplacés par les suivants:

"Zone I: Les lundi, mardi, jeudi et vendredi: de 9.00 a.m. à 7.00 p.m.

Le mercredi: de 9.00 a.m. à 12.00 (midi).

Les samedi et veilles de fêtes chômées: de 9.00 a.m. à 10.00 p.m."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 12 décembre, 1942. 2597-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163), l'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Joint Committee of Hull has presented to him a request to modify, in the following manner, the decree number 968, of June 3, 1938, and its amendments, relating to the construction trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Labelle:

The following section IIIb to be added:

"IIIb.—*Cost of living bonus*.—Pursuant to the decision adopted by the Regional War Labour Board of Quebec, on November 18, 1942, all the employers governed by the present decree shall pay to their employees of the building trades covered by the said decision, a cost of living bonus of \$0.05 above the hourly wage rates paid to each one of the said employees on November 15, 1941. The said cost of living bonus of \$0.05 per hour shall be payable to the said employees until November 1, 1943, and shall not be modified until that date, whatever be the variations in the Federal cost of living index."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, December 12, 1942. 2585-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Minister of Labour that the Joint Committee of the Barbers of Hull District has presented to him a request to modify, in the following manner, the decree number 2246, of August 27, 1941, and amendments, relating to the barber and hairdresser trades in Hull District:

That the paragraphs concerning Zone I, contained in subsection "b" of section III, be stricken off and replaced by the following:

"Zone I: On Monday, Tuesday, Thursday and Friday: from 9.00 a.m. to 7.00 p.m.

On Wednesday: from 9.00 a.m. to 12.00 (noon).

On Saturday and holiday eves: from 9.00 a.m. to 10.00 p.m."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, December 12, 1942. 2597-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163), the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades

Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 2402, du 16 septembre 1942, relatif aux métiers de la construction dans le district des Cantons de l'Est, de la façon suivante:

L'article V-A suivant est ajouté:

"V-A.—*Indemnité de vie chère*.—Conformément à la décision rendue par le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec, en date du 3 novembre 1942, tous les employeurs assujettis au présent décret doivent payer à leurs salariés des métiers de la construction visés par ladite décision, une indemnité de vie chère de \$0.05 l'heure en plus du taux de salaire horaire payé à chacun d'eux au 15 novembre 1941. Ladite indemnité de vie chère de \$0.05 l'heure sera payable auxdits salariés jusqu'au 3 novembre 1943 et demeurera inchangée jusqu'à cette date, quelles que soient les fluctuations de l'indice fédéral du coût de la vie."

Durant les trente jours suivant la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 décembre 1942. 2598-o

Joint Committee of Eastern Townships District has presented to him a request to modify, in the following manner, the decree number 2402, of September 16, 1942, relating to the construction trades in the Eastern Townships District:

The following section V-A to be added:

"V-A.—*Cost of living bonus*.—Pursuant to the decision adopted by the Regional War Labour Board of Quebec, on November 3, 1942, all the employers governed by the present decree shall pay to their employees of the building trades covered by the said decision, a cost of living bonus of \$0.05 above the hourly wage rates paid to each one of the said employees on November 15, 1941. The said cost of living bonus of \$0.05 per hour shall be payable to the said employees until November 3, 1943, and shall not be modified until that date, whatever be the variations in the Federal cost of living index."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections to the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, December 12, 1942. 2598-o

Minutes de notaires

Québec, ce 26 novembre 1942.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par monsieur Rodolphe Martel, notaire, demeurant et pratiquant à East Broughton, district judiciaire de Beauce, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Gédéon Roy, en son vivant notaire à East-Broughton, dans le district judiciaire de Beauce, et de ceux dont il était cessionnaire, savoir: Mes. J.-A. Tremblay, J.-A. Grondin, J.-N. Therrien, Thomas Lessard, Valère Gosselin et partie du greffe de Me Antoine Dumais.

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI. 2516-48-5-o

Notarial Minutes

Quebec, November 26th, 1942.

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honour the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Rodolphe Martel, notary, residing and practising at East Broughton judicial district of Beauce, whereby he asks for the transfer in his favour of the minutes, repertory and index of the late Gédéon Roy, in his lifetime notary, at East Broughton judicial district of Beauce, and of those whereof he was grantee, namely: Messrs. J. A. Tremblay, J. A. Grondin, J. N. Therrien, Thomas Lessard, Valère Gosselin, and part of the records of Me Antoine Dumais.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province. 2516-48-5

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 28 octobre 1942.

M. Gustave Duguay, notaire à Amos: registrateur de la division d'enregistrement d'Abitibi, à compter du 1er décembre 1942.

Québec, 20 novembre 1942.

MM. S.-G.-G. Parent, capitaine, R. 22e R., Citadelle, Québec, Pierre Gelly, capitaine, R. C. A., 210, Ave. Brown, Québec, et Camil Noël, lieutenant, C. O. T. C. Laval, 48, Ave. Ste-Geneviève, Québec: juges de paix sous l'autorité de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 15), avec juridiction sur toute la province de Québec, mais aux fins seulement de recevoir les plaintes

Appointments

His Honour the Lieutenant Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council and by Commission, to make the following appointments:

Québec, October 28th, 1942.

Mr. Gustave Duguay, notary at Amos: to be Registrar of the Registration Division of Abitibi, from and after December 1st, 1942.

Quebec, November 20th, 1942.

Messrs. S. G. G. Parent, captain, R. 22nd R., Citadel, Quebec, Pierre Gelly, captain, R. C. A., 210 Brown ave., Quebec, and Camil Noël, lieutenant, C. O. T. C. Laval, 48 Ste. Geneviève ave., Quebec: to be Justices of the Peace under the authority of article 358 of the Courts of Justice Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 15), with jurisdiction throughout the Province of Quebec, but for the purpose only

portées sous l'autorité de la Loi de la milice (Statuts révisés du Canada, 1927, chapitre 132) et de disposer de telles plaintes conformément aux dispositions de la Loi de la milice.

M. Félicien Côté, S. G. T., C. M. S. C., 11, rue Racine, Québec: greffier des juges de paix mentionnés dans le paragraphe précédent et des autres juges de paix qui pourraient être nommés avec juridiction pour recevoir les plaintes portées sous l'autorité de la Loi de la milice et pour disposer de telles plaintes.

Québec, 27 novembre 1942.

MM. J.-Nap. Dumas, cultivateur, et Joseph Dumas, fils d'Alphonse, marchand, tous deux du village de Linière: commissaires pour tenir, avec M. Siméon Paquet, cultivateur, (nommé par l'arrêté ministériel N° 1668 du 18 septembre 1924), et M. Raoul Rhéaume, peintre, (nommé par l'arrêté ministériel N° 4393 du 20 décembre 1940), la cour de commissaires du village de Linière, comté de Beauce.

M. Bernard Laframboise, greffier de la Cour du recorder, Aylmer, P.Q.: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Hull, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. Adélar Soucy, gérant, Cie Montreal Life Insurance, 85a, rue Wellington Nord, Sherbrooke: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de St-François, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

M. J.-Armand Trudel, directeur adjoint, Commission d'assurance-chômage, 45, Blvd Charest, Québec: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur les districts judiciaires de Québec et Saguenay, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

2600-o

of the swearing of complaints made under authority of the Militia Act (Revised Statutes of Canada, 1927, Chapter 132) and to dispose of such complaints pursuant to the provisions of the Militia Act.

Mr. Félicien Côté, S.G.T., C.M.S.C., 11 Racine street, Quebec: to be Clerk of the Justices of the Peace mentioned in the preceding paragraph and of the other Justices of the Peace who may be appointed with jurisdiction for the swearing of complaints made under the authority of the Militia Act, and to dispose of such complaints.

Québec, November 27th, 1942.

Messrs. J. Nap. Dumas, farmer, and Joseph Dumas, son of Alphonse, merchant, both of the Village of Linière: to be Commissioners for the holding, with Mr. Siméon Paquet, farmer, (appointed by Order in Council No. 1668 of September 18th, 1924) and Mr. Raoul Rhéaume, painter (appointed by Order in Council No. 4393 of December 20th, 1940) of the Commissioners' Court of the Village of Linière, County of Beauce.

Mr. Bernard Laframboise, clerk of the Recorder's Court, Aylmer, P.Q.: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Hull, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. Adélar Soucy, manager, Montreal Life Insurance Co., 85a Wellington Street North, Sherbrooke: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of St. Francis, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Mr. J. Armand Trudel, Joint Director, Unemployment Insurance Commission, 45 Charest Blvd., Quebec: to be a Justice of the Peace, for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial districts of Quebec and Saguenay, pursuant to the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

2600

Ordre de Cour

Canada, Province de Québec, District de Saint-François, Cour Supérieure, N° 511.

Le vingt-quatrième jour de novembre mil neuf cent quarante-deux.

Présent: Sa Seigneurie M. le juge Verret.

Joseph Gagnon, cultivateur de St-Isidore d'Auckland, district de Saint-François, demandeur; vs Ernest Isabel, cultivateur, Alfred Fortier, cultivateur, et l'Abbé Joseph-Edouard Marcoux, prêtre-curé, tous trois de St-Isidore d'Auckland, district de St-François, défendeurs; & Oswald Breault, marchand, de St-Isidore d'Auckland, district de St-François, tiers-saisi.

Sur ordre de l'Honorable Juge Hector Verret, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité dudit Joseph Gagnon, cultivateur de St-Isidore d'Auckland, district de Saint-François, demandeur, les créanciers dudit demandeur, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure pour ce district, à Sherbrooke, dans les quinze

Rule of Court

Canada, Province of Québec, District of St. Francis. In the Superior Court, No. 511.

The 24th day of November, one thousand nine hundred and forty-two.

Present: His Lordship Mr. Justice Verret.

Joseph Gagnon, farmer, of St. Isidore d'Auckland, district of Saint-François, plaintiff; vs Ernest Isabel, farmer, Alfred Fortier, farmer, and Reverend Joseph Edouard Marcoux, Parish Priest, all three of St. Isidore d'Auckland, district of St. Francis, Defendants; & Oswald Breault, merchant, of St. Isidore d'Auckland, district of St. Francis, Garnishee.

Under judgment of Honourable Mr. Justice Verret, rendered this day. Seeing the allegation of insolvency of the said Joseph Gagnon, farmer, of St. Isidore d'Auckland, district of Saint Francis, the plaintiff, the creditors of the said plaintiff are hereby called upon to file their claim in the present case with the Prothonotary of the Superior Court for the District of St. Francis, at Sherbrooke, within fifteen days from the first

jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

(signé) BACHAND & DESILETS,
2533—49-2-o P.C.S.

publication of the present notice, the whole in conformity with articles 673 and 674 of C.P.C.

(Signed) BACHAND & DESILETS,
2533—49-2-o P.S.C.

Vente—Loi de faillite

Sale—Bankruptcy Act

LA LOI DE FAILLITE

BANKRUPTCY ACT

AVIS DE VENTE

NOTICE OF SALE

Dans l'affaire de Waste Paper Products Limited, Les Trois-Rivières, cédante autorisée.

In the matter of Waste Paper Products Limited, Trois-Rivières, Authorized Assignor.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le TRENTIÈME jour de DÉCEMBRE 1942, à DIX heures de l'avant-midi, sera vendu par encaissement public au bureau du shérif, Palais de Justice, Les Trois-Rivières, l'immeuble suivant, savoir:

Notice is hereby given that on WEDNESDAY, the THIRTIETH day of DECEMBER, 1942, at TEN o'clock in the forenoon, there shall be sold by public auction, in the Sheriff's Office, Court House, Trois-Rivières, the following immovable, to wit:

Un terrain formant une superficie de 30,666 pieds carrés, mesure anglaise, connu et désigné comme étant composé des lots numéros 499, 500, 501, 502, 503 et 504 de la subdivision officielle du lot numéro 26, du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, borné vers le nord-ouest par la rue St-Denis, vers le nord-est par le terrain de Canadian Pacific Railway Company, vers le sud-est par la rue St-Olivier et vers le sud-ouest, par le lot N° 498 de la même subdivision, avec la bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances.

A lot of land forming an area of 30,666 square feet, English measure, known and designated as being composed of lots Nos. 499, 500, 501, 502, 503 and 504 of the official subdivision of lot No. 26, of the official cadastre for the City of Trois-Rivières, bounded towards the North-West by St-Denis street, on the North-East by the land of the Canadian Pacific Railway Company, on the South-East by St-Olivier street and on the South-West by lot No. 498, of the same subdivision—with the building thereon erected, circumstances and dependencies.

Les titres et certificats peuvent être examinés au bureau du soussigné en aucun temps.

The titles and certificates may be seen at the office of the undersigned at any time.

Cette vente est faite conformément aux articles 716-717 C.P.C. et article 45 de la loi de faillite et a les mêmes effets qu'une vente par le Shérif.

The said sale shall be made pursuant to articles 716-717 C.C.P., and article 45 of the Bankruptcy Act and shall have the same effect as a Sheriff's sale.

Conditions de vente: Argent comptant. Pour plus de renseignements, s'adresser à
Le 24 novembre 1942.

Conditions of Sale: Cash. For further information, apply to
November 24th, 1942.

Le syndic autorisé,
NAPOLÉON ALARIE.

NAPOLÉON ALARIE,
Authorized Trustee.

Bureau, 927 Ste-Geneviève, Trois-Rivières.
2500-48-2-o

Office: 927 Ste-Geneviève, Trois-Rivières.
2500-48-2

VENTES PAR LES SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

JOLIETTE

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
District de Joliette

Fieri Facias de Terris
District of Joliette

Cour Supérieure, } M^LLLE LOUISE
Province de Québec, } AMYOT, fille
N° 7461 } majeure et usant de
ses droits, de la cité et du district de Joliette, demanderesse; vs CAMILLE LAFORTUNE, cordonnier de la cité et du district de Joliette, défendeur.

Superior Court, } MISS LOUISE
Province of Quebec, } AMYOT, spins-
No. 7461 } ter, in use of her
rights, of the City and District of Joliette, plaintiff; vs CAMILLE LAFORTUNE, shoemaker, of the City and District of Joliette, defendant.

Un terrain situé en la cité de Joliette, connu et désigné comme étant le N° sept de la subdivision officielle du lot originaire N° cent soixante (160-7) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la ville de Joliette, avec toutes les bâtisses dessus construites, comprenant maison et dépendances.

A lot of land situate in the City of Joliette, known and designated as being number seven of the official subdivision of the original lot number one hundred and sixty (160-7) on the official cadastral plan and in the book of reference for the Town of Joliette—with all the buildings thereon erected, including a house and dependencies.

Pour être vendu au Bureau du shérif, au Palais de Justice, en la cité de Joliette, le VINGT-QUATRIÈME jour du mois de DÉCEMBRE 1942, à DEUX heures de l'après midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-A. BÉLANGER.
Joliette, le 14 novembre 1942. 2449-47-2-0
[Première publication, 21 novembre 1942]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **PROVINCIAL COLLECTING AGENCY,**
212595 }
demanderesse; vs DAME ESTELLE DUMOUCHEL, défenderesse.

Ces lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, ayant front sur l'Avenue Maplewood, connus et désignés sous le numéro trois cent vingt-neuf (329) de la subdivision du lot numéro vingt-huit (28) des plan et livre de renvoi du village de la Côte des Neiges; (2) un lot connu sous le numéro six de la subdivision du lot numéro trois cent vingt-trois de la subdivision du dit lot vingt-huit (28-323-6) des dits plan et livre de renvoi; (3) de la moitié sud-ouest du lot numéro trois cent trente de la subdivision numéro vingt-huit (Pt. S.O. 28-330) des dits plan et livre de renvoi; borné au nord-ouest par partie de 28-323-7, au nord-est par partie du lot numéro 28-330, au sud-ouest par le lot 28-329 et au sud-est par l'avenue Maplewood; (4) de la partie sud-ouest du lot numéro sept de la subdivision du lot numéro trois cent vingt-trois dudit lot numéro vingt-huit (Pt. S.O. 28-323-7) sur ledit plan et livre de renvoi; borné au nord-ouest par le lot 30, au nord-est par l'autre partie du lot N° 28-323-7, au sud-est par partie du lot numéro 28-330 et au sud-ouest par le lot numéro 28-323-6, mesurant le dit emplacement trente-sept pieds et demi de largeur par cent quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses dessus construites portant les numéros civiques 2827, 2829 et 2831 de l'avenue Maplewood, tel que le tout se trouve actuellement avec les servitudes actives, passives et apparentes ou occultes attachées audit immeuble.

Pour être vendus, en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRE DÉCEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$950 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Forest, daté le 13 novembre 1942.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. P. CAISSE.
Montréal, 17 novembre 1942. 2443-47-2-0
[Première publication, 21 novembre 1942]

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ALDÉRIC ROLLIN,**
212681 } demandeur; vs DAME GEORGIANNA TREMBLAY, veuve de feu Évangéliste Claude *et al*, défendeurs; et JEAN L. E. ARCHAMBAULT, curateur au délaissement.

Comme appartenant aux défendeurs mais entre les mains dudit curateur au délaissement:

“Un lot de terre situé en la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot, connu et désigné sous le

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the City of Joliette, on the TWENTY-FOURTH day of the month of DECEMBER 1942, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. BÉLANGER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, November 14th, 1942. 2449-47-2
[First publication, November 21st, 1942]

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **PROVINCIAL COLLECTING AGENCY,**
212595 }
plaintiff; vs DAME ESTELLE DUMOUCHEL, defendant.

Those lots of land being and situate in the City of Montreal, fronting on Maplewood avenue, known and designated under number three hundred and twenty-nine (329) of the subdivision of lot number twenty-eight (28) on the official plan and in the book of reference for the Village of Côte des Neiges; (2) a lot known under number six (6) of the subdivision of lot number three hundred and twenty-three of the subdivision of said lot twenty-eight (28-323-6) of said official plan and book of reference; (3) the Southwest half of lot number three hundred and thirty of subdivision number twenty-eight (S.W. Pt. 28-330) of said official plan and book of reference; bounded on the Northwest by part of 28-323-7, on the Northeast by part of lot number 28-330, on the Southwest by lot 28-329 and on the Southeast by Maplewood avenue; (4) the Southwest part of lot number seven of the subdivision of lot number three hundred and twenty-three of said lot number twenty-eight (S.W. Pt. 28-323-7) of said official plan and book of reference; bounded on the Northwest by lot 30, on the Northeast by the other part of lot No. 28-323-7, on the Southeast by part of lot number 28-330 and on the Southwest by lot number 28-323-6, said emplacement measuring thirty-seven and one half feet in width by one hundred and fifteen feet in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 2827, 2829 and 2831 of Maplewood avenue, as the whole presently subsists with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to said immovable.

To be sold “en bloc” at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY-FOURTH of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$950. shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Honourable Justice Forest, dated November 13th, 1942.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, November 17th, 1942. 2443-47-2
[First publication, November 21st, 1942]

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ALDÉRIC ROLLIN,**
212681 } plaintiff; vs DAME GEORGIANNA TREMBLAY, widow of the late Évangéliste Claude *et al*, defendants; and JEAN L. E. ARCHAMBAULT, Curator to the abandonment.

As belonging to the defendants but in the hands of the said Curator to the abandonment:

A lot of land situate in the parish of Ste. Jeanne de l'Île Perrot, known and designated under

numéro trois cent vingt-sept aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de la contenance de quatre-vingts arpents en superficie, plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus érigées et avec tous droits appartenant audit terrain sans exception ni réserve; à distraire cependant le terrain cédé à la compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien et contenant trois arpents cinq 21/100 perches, terrain pris par le chemin de fer d'Ontario et Québec (C.P.R.), borné au nord-est par la rivière Ottawa, au sud-ouest par la rivière Proulx, au sud-est par "The Grand Trunk Ry. Co." (étant le N° 181) et au nord-ouest par le résidu dudit N° 327.

Cet immeuble étant partie d'une île, n'a pas de chemin de front. Si ce n'est la Rivière Ottawa dans laquelle cette île se trouve."

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale, de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Île Perrot, le QUATORZE JANVIER prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, 9 décembre 1942. 2609-50-2-0
[Première publication, 12 décembre 1942]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

C.S.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } JOSEPH TRUDEAU, de-
163656 } mandeur; vs TÉLES-
PHORE PATENAUDE, défendeur.

1. Deux terres situées en la paroisse de Boucherville, ayant front sur le chemin de la Savane, et connues et désignées comme étant les lots deux cent quatorze et deux cent quinze, (214 et 215) sur le plan et au livre de renvoi officiels de la paroisse de Boucherville, les dites terres numéros Deux cent quatorze, et Deux cent quinze, étant situées dans le cinquième rang et contenant environ, la première cent arpents en superficie, et la seconde cent cinquante arpents, avec toutes les constructions dessus érigées, tel que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, et tous autres droits inhérents.

2. Un emplacement ayant front sur la rue Papineau, dans la Cité de Montréal, comprenant soixante pieds de largeur sur quatre-vingt-un pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins avec la maison et autres dépendances y dessus construites, et composé des lots de terre connus et désignés sous les numéros quatorze, quinze et seize de la subdivision officielle numéro six cent trente-trois (633-14, 15, 16) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie, Montréal.

Pour être vendus, le paragraphe 1, en bloc, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le QUATORZE JANVIER prochain à ONZE heures du matin et le paragraphe 2, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZE JANVIER prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. CAISSE.
Montréal, 9 décembre 1942. 2610-50-2-0
[Première publication, 12 décembre 1942]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Richelieu

District de Richelieu, } L IONEL CHARBON-
N° 10197 } NEAU, comptable,
de la cité de Montréal, district de Montréal,
demandeur; contre LA CIE GODBOUT INCOR-
PORÉE, corporation légalement constituée,

number three hundred and twenty-seven, on the official plan and in the book of reference for the said parish, containing eighty arpents in area, more or less—with all the buildings thereon erected, with all the rights appertaining to said lot of land without any exception or reserve; to be deducted however, the land assigned to the Canadian Pacific Railway Company and containing three arpents five 21/100 perches, the land taken by the Ontario and Quebec Railway (C.P.R.) bounded on the northeast by the Ottawa River, on the southwest by the Proulx River, on the south-east by the Grand Trunk Railway Co. (being No. 181) and on the north-west by the residue of said No. 327.

Said immovable being part of an island has no front road; save the Ottawa River wherein said island is to be found.

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste. Jeanne de l'Île Perrot, on the FOURTEENTH of JANUARY next at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 9th, 1942. 2609-50-2
[First publication, December 12th, 1942]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

S.C.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOSEPH TRUDEAU,
163656 } plaintiff; vs TÉLES-
PHORE PATENAUDE, defendant.

1. Two farms situate in the Parish of Boucherville, fronting on "Chemin de la Savane" and known and designated as being lots two hundred and fourteen and two hundred and fifteen (214 and 215) on the official plan and in the book of reference for the Parish of Boucherville, said lots two hundred and fourteen and two hundred and fifteen being situate in the fifth Range and containing the first, about one hundred arpents in area and the second about one hundred and fifty arpents—with all the buildings thereon erected, as the whole presently subsists, with all the active and passive servitudes and any other rights pertaining thereto.

2. An emplacement fronting on Papineau street, in the City of Montreal, comprising sixty feet in width by eighty-one feet in depth, the whole English measure and more or less—with the house and other dependencies thereon erected, and composed of those lots of land known and designated under numbers fourteen, fifteen and sixteen of official subdivision number six hundred and thirty-three (633-14, 15, 16) on the official plan and in the book of reference for St. Mary's ward, Montreal.

To be sold, Paragraph 1, "en bloc", at the parochial church door of the Parish of Boucherville, on the FOURTEENTH of JANUARY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon, and Paragraph 2, at my office in the City of Montreal, on the FIFTEENTH of JANUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, December 9th, 1942. 2610-50-2
[First publication, December 12th, 1942]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Richelieu

District of Richelieu, } L IONEL CHARBON-
No. 10197 } NEAU, accountant,
of the City of Montreal, district of Montreal,
plaintiff; against LA CIE GODBOUT INCOR-
PORÉE, a body politic and corporate, having

ayant sa principale place d'affaires dans le village de St-Aimé, district de Richelieu, défenderesse.

1. "Un lopin de terre sis et situé au village de Massueville, sur la rue de la Côte publique, connu et décrit aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de St-Aimé, sous le N° quatre cent soixante-huit (468), avec une grande boutique servant de manufacture, boutique de forge, shed ou hangar pour le fer, escalier à l'extérieur de ladite manufacture, machineries, instruments, courroies et outillage à l'usage des dites boutiques ou manufacture ou boutique de forge;

2. Un autre terrain situé au dit lieu de Massueville, sur la même rue, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de St-Aimé, sous le N° quatre cent cinquante-neuf (N° 459).

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église paroissiale de St-Aimé, MARDI, le DOUZIÈME jour du mois de JANVIER 1943, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, 9 décembre 1942. 2592-50-2-o
[Première publication, 12 décembre 1942]

its head office in the Village of St-Aimé, district of Richelieu, defendant.

1. A parcel of land lying and situate in the Village of Massueville, on the street known as "Côte Publique", known and described on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Aimé, under number four hundred and sixty-eight (468)—with a large shop used as a factory, forge, shed or hangar for iron, outside stairs of the said factory, machinery, instruments, belting and equipment used in the said shops or factories or blacksmith's shop;

2. Another lot of land situate in said Massueville, on the same street, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of St-Aimé, under number four hundred and fifty-nine (No. 459).

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Aimé, TUESDAY, the TWELFTH day of the month of JANUARY, 1943, at TWO o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, December 9, 1942. 2592-50-2
[First publication, December 12th, 1942]

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L.S.]
EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

P. FRENETTE, } ATTENDU que, con-
Assistant-procureur } formément aux dis-
général suppléant. } positions de l'article 2,
chapitre 320 de la Loi du cadastre, S.R.Q., 1941, il a été préparé, sous la direction de l'hon. Ministre des terres et forêts, un plan d'une partie du canton de Daaquam, comté de Bellechasse, et comprenant les rangs I, II, III, IV, V, VI, VII, A, A S.-O., A N.-E., et B;

ATTENDU qu'un livre de renvoi relatif à ce plan a aussi été préparé conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de division d'enregistrement de Bellechasse le premier jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-deux;

ATTENDU que tels plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée font maintenant partie des Archives du bureau du Ministre des terres et forêts;

À CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 12 novembre 1942,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'ils appartiennent, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la Gazette officielle de Québec, le

Canada,
Province of Québec.
[L.S.]
EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whome the same may concern.—GREETINGS.

PROCLAMATION

P. FRENETTE } WHEREAS pursuant to
Acting Deputy } the provisions of the
Attorney General. } Cadastre Act (Revised Sta-
tutes of Quebec, 1941, article 2, chapter 320) there has been prepared under the direction of The Hon. Minister of Lands and Forests, a plan of part of the Township of Daaquam, county of Bellechasse, and comprising ranges I, II, III, IV, V, VI, VII, A, A S.-W., A N.-E., and B;

WHEREAS a book of reference respecting the said plan has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said official plan and book of reference was filed in the office of the Registration Division of Bellechasse, on the first day of the month of October, nineteen hundred and forty-two;

WHEREAS the said official plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Honourable the Minister of Lands and Forests;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree dated the 12th of November, 1942,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, which is mentioned above, and

We fix the date of the publication of the present Proclamation in the Quebec Official Gazette, the

jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force, relativement à cette partie du canton de Daaquam, désigné ci-dessus, et,

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,
2601-o JEAN BRUCHESI.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

P. FRENETTE, } ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 2 du chapitre 320 de la Loi du Cadastre, S.R.Q. 1941, il a été préparé, sous la direction de l'hon. Ministre des terres et forêts, un plan du canton de Kegashka, dans la division d'enregistrement de Saguenay;

ATTENDU qu'un livre de renvoi relatif à ce plan a aussi été préparé conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que tels plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée, font maintenant partie des archives du bureau du ministre des terres et forêts;

ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay, le septième jour du mois d'avril, mil neuf cent quarante-deux;

day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force, respecting this part of the Township of Daaquam, above designated, and,

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others, whome these present may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this third day of December, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-two and the sixth year of Our Reign,

By command,

2601 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETINGS.

PROCLAMATION

P. FRENETTE, } WHEREAS, pursuant to the provisions of the *Acting Deputy Attorney General* } Cadastre Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, article 2, chapter 320), there has been prepared, under the direction of the Hon. Minister of Lands and Forests, a plan of the Township of Kegashka, in the Registration Division of Saguenay;

WHEREAS a book of reference respecting the said plan above mentioned has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Quebec;

WHEREAS the said official plan and book of reference made up to the date specified therein, now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said official plan and book of reference was filed in the office of the Registration Division of Saguenay, on the seventh day of the month of April, nineteen hundred and forty-two;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimé dans un décret en date du 12 novembre,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'ils appartiennent, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force relativement au canton de Kegashka, mentionné ci-dessus; et,

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce premier jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante-deux de l'ère chrétienne et de Notre règne la sixième année.

Par ordre,

2602-o Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

Canada,
Province de Québec.
[L.S.] EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION

P. FRENETTE, } ATTENDU que, conformément aux dispositions de l'article 2 chapitre 320 de la Loi du cadastre, S.R.Q. 1941, il a été préparé, sous la direction de l'hon. Ministre des terres et forêts, un plan du canton de Montbray, dans la division d'enregistrement de l'Abitibi;

ATTENDU qu'un livre de renvoi relatif à ce plan a aussi été préparé, conformément aux dispositions de l'article 2167 du Code civil de Notre province de Québec;

ATTENDU que tels plan et livre de renvoi officiels, dressés jusqu'à la date qui y est spécifiée,

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree dated the 12th of November,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, which is mentioned above, and,

We fix the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Québec will come into force, respecting the Township of Kegashka hereinabove designated, and,

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Québec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Québec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewals of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this first day of December, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-two, and the sixth year of Our Reign.

By command,

2602 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Canada,
Province of Québec.
[L.S.] EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETINGS.

PROCLAMATION

P. FRENETTE, } WHEREAS, pursuant to the provisions of the *Attorney General*, } Cadastre Act (Revised Statutes of Québec, 1941, article 2, chapter 320), there has been prepared, under the direction of the Hon. Minister of Lands and Forests, a plan of the Township of Montbray, in the Registration Division of Abitibi;

WHEREAS an official book of reference respecting the said plan has also been prepared, pursuant to the provisions of article 2167 of the Civil Code of Our Province of Québec;

WHEREAS the said official plan and book of reference made up to the date specified therein,

font maintenant partie des Archives du bureau du Ministre des terres et forêts;

ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 2166 et 2167 du Code civil, des copies exactes de ces plan et livre de renvoi officiels ont été déposées au bureau de la division d'enregistrement de l'Abitibi, le quinzième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-deux;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 12 novembre,

Nous donnons avis du dépôt de ces plan et livre de renvoi officiels mentionnés ci-dessus au bureau de la division d'enregistrement qu'ils appartiennent, lequel est mentionné ci-dessus, et,

Nous fixons à la date de la publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil de Notre province de Québec deviendront en force relativement au canton de Montbray, mentionné ci-dessus, et,

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil de Notre province de Québec, à se conformer aux dispositions de l'article 2172 du Code civil de Notre province de Québec et à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans le territoire désigné ci-dessus, tel enregistrement devant être renouvelé en la manière prescrite en l'article 2168 de Notre Code civil et en observant les autres formalités prescrites dans l'article 2131 de Notre Code civil pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce premier jour de décembre en l'année mil neuf cent quarante-deux de l'ère chrétienne et de Notre Règne la sixième année.

Par ordre,

2603-0 Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

now remain of record in the office of the Minister of Lands and Forests;

WHEREAS, pursuant to the provisions of articles 2166 and 2167 of the Civil Code, an exact copy of the said official plan and book of reference was filed in the office of the Registration Division of Abitibi, on the fifteenth day of the month of October, one thousand nine hundred and forty-two;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree dated the 12th November,

We give notice of the filing of the said official plan and book of reference above mentioned in the office of the Registration Division to which it belongs, which is mentioned above, and,

We fix the date of the publication of the present Proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Our Province of Quebec will come into force, respecting the Township of Montbray, above mentioned, and,

We invite all interested persons, on pain of forfeiture of priority provided in the Civil Code of Our Province of Quebec, to comply with the provisions of article 2172 of the Civil Code of Our Province of Quebec and to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid the registration of any real right on a lot of land comprised in the territory above designated, such registration to be renewed in the manner prescribed in article 2168 of Our Civil Code and upon observing the other formalities prescribed in article 2131 of Our Civil Code for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these présent may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this first day of december, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-two and the Sixth year of Our Reign.

By command,

2603 JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

N° 3250

Québec, le 27 novembre 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant la réduction de droits de coupe pour les bois endommagés par l'incendie.

Attendu qu'il y aurait lieu, afin de favoriser l'exploitation des bois qui ont été endommagés par

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

No. 3250

Quebec, November 27th, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Respecting the reduction of stumpage dues for timber damaged by fire.

Whereas it would be expedient, in order to promote the operation of forests that have been

l'incendie avant qu'ils ne soient complètement ruinés sur pied, d'accorder aux concessionnaires et aux permissionnaires autorisés à couper dans les concessions, dans les réserves cantonales ou dans les forêts vacantes de la Couronne, une réduction de droits de coupe;

Attendu que les arrêtés en conseil numéro 2427, du 22 septembre, et numéro 2835, du 30 octobre, 1941, ne sauraient s'appliquer à tous les cas qui pourraient être soumis, car, la plupart du temps, les plans d'exploitation et d'utilisation couvrent une période de plusieurs années, les dommages subis par les arbres s'aggravent d'une année à l'autre;

Attendu qu'il conviendrait de remplacer ces deux arrêtés en conseil par un seul qui corresponde mieux aux circonstances et au milieu particulier à chaque exploitation;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre des Terres et Forêts, que les bois endommagés par l'incendie soient, pour les fins de droits de coupe, l'objet des réductions suivantes:

a) ceux situés dans les régions avoisinant les chantiers en activité et à proximité des chemins de fer ou dans les régions d'où l'expédition des bois est facile et relativement peu coûteuse:—réduction de 10%;

b) ceux dont l'exploitation va nécessiter la construction immédiate de chemins et l'exécution d'améliorations, qui, dans un temps normal et en conformité d'un programme d'exploitation, devraient être différés de cinq ou dix ans:—réduction de 15 à 25%;

c) ceux situés dans les secteurs où déjà la forêt a été exploitée et présente conséquemment une très faible densité, savoir, moins de cinq (5) cordes à l'acre:—réduction de 30 à 50%;

d) ceux situés dans les secteurs exceptionnellement éloignés de l'usine et dont le transport par chemin de fer ou par bateau entraînera des frais particulièrement élevés:—réduction jusqu'à 70%;

Que les réductions précitées s'appliquent aux bois exploités avant le 1er mai qui suit l'incendie;

Que pour chacune des années subséquentes, le ministre des Terres et Forêts soit autorisé à accorder une réduction additionnelle de 5 à 10%, pourvu que telle réduction soit justifiée par une dépréciation plus grande, mais qu'en aucun cas la réduction ne dépasse 70%;

Que le service forestier prenne les mesures nécessaires pour qu'il soit fait un mesurage séparé des bois brûlés et des bois verts, et que les exploitants laissent à l'intérieur et en bordure des brûlés, des flots de bois verts dont les arbres agissant comme semenciers servent à assurer la régénération de la forêt;

Que dans certains cas, le ministre des Terres et Forêts soit autorisé à permettre l'exportation des bois ainsi endommagés.

A. MORISSET,
2584-o Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTE EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3334

Québec, le 4 décembre 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant des modifications au décret relatif à la fabrication des boîtes de carton dans la province de Québec.

damaged by fire before they are completely ruined, to grant a reduction in stumpage dues to timber-limit-holders and licensees authorized to cut in the limits, in the cantonal reserves or in the vacant forests of the Crown;

Whereas the Orders in Council No. 2427, of the 22nd of September, and No. 2835, of the 30th of October, 1941, cannot be applied in all cases which may be submitted, because, in most cases, the plans of operation and of utilization covering a period of several years, the damage suffered by the trees increases from year to year;

Whereas it is deemed advisable to replace these two Orders in Council by a single one, better fitted to the circumstances and to the particular centre of each operation;

It is consequently ordained, upon the recommendation of the Honourable Minister of Lands & Forests, that timber damaged by fire be, with regard to stumpage dues, the object of the following reductions:—

a) that timber situate in regions adjoining lumber camps in operation and near railways, or in the regions where the shipping of timber is easy and relatively cheap: a reduction of 10%;

b) any such timber whose operation would necessitate the immediate construction of roads and the undertaking of other improvements which, in normal times and in conformity with a programme of operation could be delayed five or ten years:—a reduction of from 15 to 25%;

c) any such timber in areas where the forest has already been exploited and which is consequently now not very dense, namely: less than five (5) cords per acre:—a reduction of from 30 to 50%;

d) any such timber in areas exceptionally remote from the mill and whose transportation by rail or by boat would entail exceptionally high costs:—a reduction up to 70%;

That the aforesaid reductions shall apply to forests operated before the 1st of May following the fire;

That for each of the subsequent years, the Minister of Lands and Forests be authorized to grant an additional reduction of from 5 to 10%, provided such reduction be justified by a greater depreciation, but in no case shall the reduction exceed 70%;

That the Forestry Service shall take the necessary measures to see that a separate measurement be made of burnt timber and green wood, and that those engaged in these operations shall leave, within and on the border of the burnt area, clumps of green timber from which will result seedlings, thus assuring the regeneration of the forest;

That in certain cases, the Minister of Lands and Forests be authorized to permit the exporting of timber thus damaged.

A. MORISSET,
2584 Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3334

Quebec, December 4, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning modifications of the decree relating to the manufacturing of paper boxes in the Province of Québec.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), le comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec et un groupe d'employeurs de ladite industrie ont conjointement présenté au ministre du Travail une requête à l'effet d'apporter des modifications au décret numéro 555, du 29 mars 1939, et amendements, relatif à la fabrication des boîtes de carton dans la province de Québec;

Attendu que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 3 octobre 1942;

Attendu que des objections ont été présentées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

Attendu que le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec a autorisé, par lettre en date du 2 décembre 1942, les modifications affectant les salaires et les heures de travail ainsi que la désignation des jours de fêtes chômés;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail, que ledit décret numéro 555 soit modifié de la façon suivante:

1. Au paragraphe "a" de l'article II, la classification concernant les apprenties sur machines S & S etc., est remplacée par la suivante:

"Apprentie sur machines S & S, machines à poser les dessus, machines à couvrir, machines à renforts, machines à piquer, gommeuse filée à la main, ainsi que les préposées à l'attachage:"

2. Au paragraphe "a" de l'article II, à la fin de la cédule des taux maxima utilisés pour le calcul de la moyenne, la classification: "Autres employées" est remplacée par la suivante:

"Autres employées—Zone I—0.33. Zone II—0.31".

3. Au paragraphe "a" de l'article II, dans la cédule des salaires des employés du sexe masculin, la classification concernant les apprentis sur guillotine, etc., est remplacée par la suivante:

"Apprentis sur guillotine, monteuse simple et double, bobineuse, presse cylindre à découper, presse Colt, machine automatique à coller, emporte-pièce:"

4. A la fin du paragraphe "a" de l'article II, la classification "Autres employés" est remplacée par la suivante:

"Autres employés—Zone I—0.35. Zone II—0.33".

5. Le paragraphe "b" de l'article II est remplacé par le suivant:

"b. Le nombre des apprentis du sexe masculin ne doit pas dépasser 20% du nombre total des opérateurs au travail aux machines suivantes: Marqueuse mitrailleuse, guillotine, monteuse simple et double, bobineuse, presse cylindre à découper, presse Colt, machine automatique à coller, emporte-pièce. Le nombre des apprenties du sexe féminin ne doit pas dépasser 20% du total des opératrices au travail sur les machines suivantes: Machine S & S, machine à poser les dessus, machine à couvrir, machine à renforts, machine à piquer, gommeuse filée à la main, ainsi que les préposées à l'attachage."

6. Le paragraphe "a" de l'article V est remplacé par le suivant:

"V.—Heures de travail:—a.—Le total des heures de travail est de cinquante-cinq (55) heures par semaine. Tout travail excédant cinquante-cinq (55) heures par semaine doit être rémunéré au taux de salaire et demi."

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), The Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec and a group of employers of the said industry have jointly presented to the Minister of Labour a request to modify the decree number 555, of March 29, 1939, and amendments, relating to the manufacturing of paper boxes in the Province of Quebec;

Whereas the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* on October 3, 1942;

Whereas objections against the said request have been set forth and were submitted to the contracting parties for consideration;

Whereas the Regional War Labour Board has authorized, in a letter of December 2, 1942, the modifications affecting the wages and hours of labour and the designation of holidays;

It is consequently ordained, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour, that the said decree number 555 be modified in the following manner:

1. The classification concerning apprentices on S & S machines, female employees, section II, is replaced by the following:

"Apprentices on S & S Machines, top piece machines, covering machines, staying machines, stitching machines, hand fed table gummers as well as tiers:"

2. The classification "Other help", female employees, section II, is replaced by the following:

"Other help...Zone I—0.33 Zone II—0.31"

3. The classification concerning apprentices on knife, male employees, section II, is replaced by the following:

"Apprentices on knife, single and double end piece, slitter, cylinder box press, Colt press, automatic glueing machine, punch."

4. The classification "Other help" male employees, section II, is replaced by the following:

"Other help...Zone I—0.35 Zone II—0.33"

5. Subsection "b" of section II is replaced by the following:

"b.—The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of operators at work on the following machines: Scoring machine, knife, single and double end piece, slitter, cylinder box press, Colt press, automatic glueing machine, punch. The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of female operators at work on the following machines: S & S machine, top piece machine, covering machine, staying machine, stitching machine, hand fed table gummers, as well as tiers."

6. Subsection "a" of section V is replaced by the following:

"V.—Hours of work:—a)—The weekly total hours of work shall be fifty-five (55) hours per week. Any work in excess of fifty-five (55) hours per week shall be paid at a minimum rate of time and one half."

7. Le paragraphe "e" suivant est ajouté à l'article V:

"e.—*Jours de fête*.—Tout travail exécuté durant les jours de fête ci-après mentionnés est rémunéré au taux de salaire et demi. Toutefois, en raison de l'écart de 10% entre les salaires des employés de la Zone II et ceux de la Zone I, le taux de salaire double doit être payé aux salariés de la Zone II, s'ils sont appelés à travailler durant ces jours de fête.

Zone I:—(Région de Montréal).—Le dimanche, le Premier de l'An, l'Épiphanie ou la fête d'Action de Grâces, le Vendredi saint, le 24 mai ou le 24 juin, le premier lundi de juillet, la fête du Travail et le jour de Noël. Toutefois, dans le cas du 24 mai ou du 24 juin, ainsi que de l'Épiphanie ou de la fête d'Action de Grâces, un seul de ces deux jours est observé. Le choix doit en être fait dans chaque établissement individuellement, par consentement mutuel des employeurs et des salariés. Si tel choix n'est pas fait dans les trente (30) jours suivant la date de la mise en vigueur du présent arrêté, le 24 mai et le jour d'Action de Grâces seront chômés dans les établissements où les salariés de langue anglaise constituent le groupe prépondérant et *vice versa*.

Zone II:—(Région de Québec). Le dimanche, le jour de Noël, le premier de l'An, le jour de la Confédération, la fête de la St-Jean-Baptiste et la fête du Travail. Toutefois, les employeurs ont l'option de ne chômer que l'une ou l'autre des deux fêtes de la St-Jean-Baptiste ou de la Confédération.

L'obligation de payer salaire et demi ou salaire double pour tout travail exécuté durant les jours de fête ci-haut mentionnés ne s'applique pas aux gardiens de nuit, chauffeurs de bouilloires (stokers) et mécaniciens de machines fixes, ainsi qu'aux employés préposés à la réparation des machines et des immeubles.

On doit continuer de faciliter aux employés l'accomplissement de leurs devoirs religieux."

A. MORISSET,

2611—o

Greffier du Conseil exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 3335

Québec, le 4 décembre 1942.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant une convention collective de travail relative aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans la région de Montréal.

Attendu que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), "The Fur Manufacturers' Guild Incorporated", "The International Fur Workers' Union of the United States and Canada", "The Joint Board of the International Fur Workers' Union of Montreal" et les locaux 66 et 67 de ladite union internationale, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"The Fur Manufacturers' Guild Incorporated";

Et, D'AUTRE PART:

"The International Fur Workers' Union of the United States and Canada";

7. The following subsection "e" is added to section V:

"e.—*Holidays*.—Time and one half is paid for work performed on the following holidays. However, due to difference of 10% between the wages of the employees of Zone II and those of the employees of Zone I, double time shall be paid to the employees of Zone II if required to work during such holidays.

Zone I:—(District of Montreal):—Sunday, New Year's Day, Epiphany, Thanksgiving Day, Good Friday, May 24th or June 24th, the first Monday of July, Labour Day and Christmas Day. However, as for May 24th or June 24th, as well as Epiphany or Thanksgiving Day, only one of these two days shall be selected in each plant, individually, by mutual consent of employers and employees. If within thirty days following the date of the coming into force of the present decree no decision has been taken in the case of such holidays, the 24th of May and Thanksgiving Day shall be observed where the English speaking employees constitute the preponderant group, and *vice versa*.

Zone II:—(District of Quebec):—Sunday, Christmas Day, New Year's Day, Dominion Day, St. John the Baptist's Day and Labour Day. However, employers may operate either on St. John the Baptist's or Dominion Day.

The obligation to pay time and one half or double time for all work performed during the above mentioned holidays shall not apply to night watchmen, firemen (stokers) and stationary enginemen as well as to repair men for machines and buildings.

Employers should make it easy for the employees to fulfill their religious obligations."

A. MORISSET,

2611-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL

CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 3335

Quebec, December 4, 1942.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning a collective labour agreement relating to fur workers, wholesale trade, in the District of Montreal.

Whereas, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), The Fur Manufacturers' Guild Incorporated, The International Fur Workers' Union of the United States and Canada, The Joint Board of the International Fur Workers' Union of Montreal and locals 66 and 67 of the said international union, have presented to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

The Fur Manufacturers' Guild Incorporated;

And, ON THE OTHER PART:

The International Fur Workers' Union of the United States and Canada;

"The Joint Board of the International Fur Workers' Union of Montreal" et les locaux 66 et 67 de ladite union internationale; pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 26 septembre 1942;

Attendu que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers et l'industrie visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

Attendu que les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

Attendu qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

Attendu que le Conseil Régional du Travail en temps de guerre de Québec a autorisé le paiement d'une indemnité de vie chère aux salariés de l'industrie et des métiers visés par sa décision en date du 24 novembre 1942, et qu'il a également agréé les nouvelles dispositions régissant les conditions de travail des salariés apparaissant dans ladite requête;

Attendu que les dispositions de ladite convention relatives aux "lock-out", arrêt de travail ou grève ne peuvent avoir d'effet qu'entre les parties contractantes et signataires;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail, que ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de ladite Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes, tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, livraison du 26 septembre 1942.

Sont intervenus aux présentes et ont été agréés comme partie de la première part les employeurs signataires dont les noms suivent:

A & D Fur Finishing Co., 215 ouest, Villeneuve;
Alexander, A. J. Fur Co., 464, McGill;
Abramovitch, M., 3656, Boulevard St-Laurent;
Abramovitch, M., 216 ouest, Villeneuve;
Atlas Fur Co., 1449, St-Alexandre;
Albee Fur Co., 1449, St-Alexandre;
Allied Fur Co., 4226, Boulevard St-Laurent;
Anchel, I., 1010 est, Ste-Catherine;
Bleau & Rousseau, 3852, St-Denis;
Beriault, H., 2222, Delorimier;
Boussel, P., 2043, St-Hubert;
Braunstein, A., 4450, boulevard St-Laurent;
B & L Fur Co. Ltd., 1030, St-Alexandre;
Belgo Fur Co., 1470, Peel;
Berger & Sons, 1231 ouest, Ste-Catherine;
Blau & Skarf Co., 366, Mayor;
Bleury Fur Co., 1485, Bleury;
Bram Fur Co., 1435, Bleury;
Brière, L., 270 ouest, Ste-Catherine;
Briskin, E. B. Co., 1449, St-Alexandre;
Broadway Fur Co., 366, Mayor;
Bronstein, A., 2003, Boulevard St-Laurent;
Bathurst Fur Co., 3610, Boulevard St-Laurent;
Boutet, T., 1121 est, Ste-Catherine;
Bourgeault, G. R., 7463, St-Denis;
Beauchamp, Edgar, 7955, St-Denis;
Cummings Fur Co., 284 ouest, Notre-Dame;
C & R Fur Co., 3575, Boulevard St-Laurent;
Capitol Fur Co., 3678, Boulevard St-Laurent;
Cohen & Dunn, 1435, Bleury;
Columbia Fur Co., 1405, Peel;
Canada Fur Co., 174 ouest, Ste-Catherine;

The Joint Board of the International Fur Workers' Union of Montreal and locals 66 and 67 of the said international union; for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on September 26, 1942;

Whereas the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the trades and the industry concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

Whereas the provisions of the Act, concerning the publication of notices, have been duly observed;

Whereas no objection against the said request has been set forth;

Whereas the Regional War Labour Board of Quebec has authorized the payment of a cost of living bonus to the employees of the industry and the trades concerned by a decision dated November 24, 1942, and, also, has approved the new provisions governing the working conditions of the employees contained in the said request;

Whereas the provisions of the said agreement respecting lock-outs, stoppages of work or strikes apply only to the contracting parties;

It is consequently ordained, upon the proposition of the Honourable Minister of Labour, that the said request be accepted, pursuant to the provisions of the said Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), with, however, the following new provisions to be substituted to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* on September 26, 1942.

The following employers have intervened in the agreement and were accepted as party of the first part:

A & D Fur Finishing Co., 215, Villeneuve W.;
Alexander, A. J. Fur Co., 464, McGill;
Abramovitch, M., 3656, St. Laurent blvd;
Abramovitch, M., 216, Villeneuve W.;
Atlas Fur Co., 1449, St. Alexandre;
Albee Fur Co., 1449, St. Alexandre;
Allied Fur Co., 4226, St. Laurent blvd;
Anchel, I., 1010, Ste. Catherine E.;
Bleau & Rousseau, 3852, St. Denis;
Beriault, H., 2222, Delorimier;
Boussel, P., 2043, St. Hubert;
Braunstein, A., 4450, St. Laurent blvd;
B & L Fur Co. Ltd., 1030, St. Alexandre;
Belgo Fur Co., 1470, Peel;
Berger & Sons, 1231, Ste. Catherine W.;
Blau & Skarf Co., 366, Mayor;
Bleury Fur Co., 1485, Bleury;
Bram Fur Co., 1435, Bleury;
Brière, L., 270, Ste. Catherine W.;
Briskin, E. B. Co., 1449, St. Alexandre;
Broadway Fur Co., 366, Mayor;
Bronstein, A., 2003, St. Laurent blvd;
Bathurst Fur Co., 3610, St. Laurent blvd;
Boutet, T., 1121, Ste. Catherine E.;
Bourgeault, G. R., 7463, St. Denis;
Beauchamp, Edgar, 7955, St. Denis;
Cummings Fur Co., 284, Notre Dame W.;
C & R Fur Co., 3575, St. Laurent blvd;
Capitol Fur Co., 3678, St. Laurent blvd;
Cohen & Dunn, 1435, Bleury;
Columbia Fur Co., 1405, Peel;
Canada Fur Co., 174, Ste. Catherine W.;

- Dugré, J. A. (Letendre & Dugré), 2316 est, Sherbrooke;
- Desparois, J. H., 5064, Chambord;
- Darveau, Lucien, 7166, St-Denis;
- Empire Fur Co., 1010 est, Ste-Catherine;
- European Fur Co., 58 est, avenue des Pins;
- Et-Co Fur Co., 1449, St-Alexandre;
- Elias Fur Co., Montagne et Ste-Catherine;
- Fenster Bros., 1435, Bleury;
- Fine Fur Inc., 366, Mayor;
- Feldman, M. Reg'd., 366, Mayor;
- Freiheiter, M. & Co., 3575, Boulevard St-Laurent;
- Feldman & Co., 307 ouest, Ste-Catherine;
- Floman & Lussier, 1241, Mountain;
- Fourrure de Luxe Enrg., 1464 est, Ontario;
- Fourrure Papineau, 4298, Papineau;
- Faucher, Eugène, 3933, St-Denis;
- Farkas, L., 3548, De Bullion;
- Grossman, I., 118 ouest, Laurier;
- Grannich Reg'd., 1449, St-Alexandre;
- Gélinas, E., 1750, Amherst;
- Globersville Fur Co., 5282, Boulevard St-Laurent;
- Gertel & Litcher, 4304, Boulevard St-Laurent;
- Gittleman & Sons, 1435, Bleury;
- Gourdeau, E., 1351 est, Craig;
- Gamer, M., 3654, Boulevard St-Laurent;
- Grossman, S., 366, Mayor;
- Galet Fur Inc., 1372 ouest, Ste-Catherine;
- Giguère, Hervé, 4532, Delorimier;
- Helfield, M., 1010 est, Ste-Catherine;
- Holzman, S., 5206a, Avenue du Parc;
- Herman, H. & Co., 5387, Avenue du Parc;
- Hogland, A., 1010 ouest, Ste-Catherine;
- Hy-Co Fur Co., 1187, Bleury;
- Hercovici Bros. Hendelman, 440, McGill;
- Holt Renfrew Co. Ltd., ouest rue Sherbrooke;
- Harris & Green Co., 366, Mayor;
- Hendelman & Hercovici Co., 440, McGill;
- Hardy & Pelletier, 389 ouest, St-Paul;
- Hendelman, H. Fur Co., 366, Mayor;
- Hercovici, Robert & Co., 389 ouest, St-Paul;
- Houle, L., 1835, Amherst;
- Independent Fur Co., 366, Mayor;
- I & G Fur Co., 1449, St-Alexandre;
- Koch Respitz Co., 1435, Bleury;
- Kirsch Simon Co., 282 ouest, Ontario;
- Kaufman Fur Co. Ltd., 404, St-Pierre;
- Keppel Reg'd., 372 ouest, Ste-Catherine;
- Katz, J., 2003, Boulevard St-Laurent;
- Kutzin, A. B., 3634, Boulevard St-Laurent;
- Kings Fur Co., 3575, Boulevard St-Laurent;
- Kirschberg & Co., 372 ouest, Ste-Catherine;
- Langlois, A., 1623, Amherst;
- Lerner, I., 3619, Coloniale;
- Lanscot Fur Co., 83 ouest, Villeneuve;
- Liberty Fur Co., 1449, St-Alexandre;
- London Fur Co., 1449, St-Alexandre;
- Lerner & Smith, 1405, Peel;
- Lazare, L. P. Ltd., 1454, Peel;
- Lebner, Louis, 4293, Hôtel de Ville;
- Labrador Fur Co., 1551, Boulevard St-Laurent;
- Laniel, Maurice Enrg., 7542, St-Hubert;
- Litwin, H. & Co., 1430, Stanley;
- Liverpool Furriers, 5031, Wellington;
- Marois, O., 4104, Boulevard St-Laurent;
- McGill Fur Co., 4671, Boulevard St-Laurent;
- Mill Craft Garment Co., 5505, Boulevard St-Laurent;
- M. & R. Fur Co., 1485, Bleury;
- Maurice & Marks Co. Ltd., 315 ouest, St-Paul;
- Montreal Children's Wear, 3575, Boulevard St-Laurent;
- Mitchnick, S., 4089, Henri-Julien;
- Modern Fur Co., 423, Mayor;
- Margolese Fur Inc., 1470, Peel;
- Dugré, J. A. (Letendre & Dugré), 2316, Sherbrooke E.;
- Desparois, J. H., 5064, Chambord;
- Darveau, Lucien, 7166, St. Denis;
- Empire Fur Co., 1010, Ste. Catherine E.;
- European Fur Co., 58, Avenue des Pins E.;
- Et-Co Fur Co., 1449, St. Alexandre;
- Elias Fur Co., Montagne and Ste. Catherine;
- Fenster Bros., 1435, Bleury;
- Fine Fur Inc., 366, Mayor;
- Feldman, M. Reg'd., 366, Mayor;
- Freiheiter, M. & Co., 3575, St. Laurent blvd;
- Feldman & Co., 307, Ste. Catherine W.;
- Floman & Lussier, 1241, Mountain;
- Fourrure de Luxe Enrg., 1464, Ontario E.;
- Fourrure Papineau, 4298, Papineau;
- Faucher, Eugène, 3933, St. Denis;
- Farkas, L., 3548, De Bullion;
- Grossman, I., 118, Laurier W.;
- Grannich Reg'd., 1449, St. Alexandre;
- Gélinas, E., 1750, Amherst;
- Globersville Fur Co., 5282, St. Laurent blvd;
- Gertel & Litcher, 4304, St. Laurent blvd;
- Gittleman & Sons, 1435, Bleury;
- Gourdeau, E., 1351, Craig E.;
- Gamer, M., 3654, St. Laurent blvd.;
- Grossman, S., 366, Mayor;
- Galet Fur Inc., 1372, Ste. Catherine W.;
- Giguère, Hervé, 4532, Delorimier;
- Helfield, M., 1010, Ste. Catherine E.;
- Holzman, S., 5206a, Park Ave.;
- Herman, H. & Co., 5387, Park Ave.;
- Hogland, A., 1010, Ste. Catherine W.;
- Hy-Co Fur Co., 1187, Bleury;
- Hercovici Bros. Hendelman, 440, McGill;
- Holt Renfrew Co. Ltd., Sherbrooke W.;
- Harris & Green Co., 366, Mayor;
- Hendelman & Hercovici Co., 440, McGill;
- Hardy & Pelletier, 389, St. Paul W.;
- Hendelman, H. Fur Co., 366, Mayor;
- Hercovici, Robert & Co., 389, St. Paul W.;
- Houle, L., 1835, Amherst;
- Independent Fur Co., 366, Mayor;
- I & G Fur Co., 1449, St. Alexandre;
- Koch Respitz Co., 1435, Bleury;
- Kirsch Simon Co., 282, Ontario W.;
- Kaufman Fur Co. Ltd., 404, St. Peter;
- Keppel Reg'd., 372, Ste. Catherine W.;
- Katz, J., 2003, St. Laurent blvd;
- Kutzin, A. B., 3634, St. Laurent blvd;
- Kings Fur Co., 3575, St. Laurent blvd;
- Kirschberg & Co., 372, Ste. Catherine W.;
- Langlois, A., 1623, Amherst;
- Lerner, I., 3619, Colonial;
- Lanscot Fur Co., 83, Villeneuve W.;
- Liberty Fur Co., 1449, St. Alexandre;
- London Fur Co., 1449, St. Alexandre;
- Lerner & Smith, 1405, Peel;
- Lazare, L. P. Ltd., 1454, Peel;
- Lebner, Louis, 4293, Hôtel de Ville;
- Labrador Fur Co., 1551, St. Laurent blvd;
- Laniel, Maurice Enrg., 7542, St. Hubert;
- Litwin, H. & Co., 1430, Stanley;
- Liverpool Furriers, 5031, Wellington;
- Marois, O., 4104, St. Laurent blvd;
- McGill Fur Co., 4671, St. Laurent blvd;
- Mill Craft Garment Co., 5505, St. Laurent blvd;
- M. & R. Fur Co., 1485, Bleury;
- Maurice & Marks Co. Ltd., 315, St. Paul W.;
- Montreal Children's Wear, 3575, St. Laurent blvd;
- Mitchnick, S., 4089, Henri Julien;
- Modern Fur Co., 423, Mayor;
- Margolese Fur Inc., 1470, Peel;

- MontRoy, Cloak Co., 1193, Philips Place;
 Majestic Garment Inc., 423, Mayor;
 Mercury Fur Co., 79, ouest, Villeneuve;
 Murphy Fur Co., 209, ouest, St-Paul;
 Majestic Fur Co., 366, Mayor;
 Muzins Fur Co., 261, ouest, Ste-Catherine;
 Mo-Sons Fur Co., 9, est, Ste-Catherine;
 Moscovitch Fur Co., 4138, boulevard St-Laurent;
 Macy Fur Co., 1051, ouest, St-Bernard;
 Mill Colt Garment Inc., 6825, St-Laurent;
 Mollieur Dme Yvonne, 4415, des Erables;
 Moscovitch, D., 5325, avenue Parc;
 Nagy, John, 3530, boulevard St-Laurent;
 Northway Fur Co., 423, Mayor;
 Neiss, Leon, 1405, Peel;
 Narvey Fur Co., 209, ouest, Ste-Catherine;
 Oberfeld Fur Co., 4671, St-Urbain;
 Ornstein, Jos. Ltd., 358, ouest, St-Paul;
 Oberfeld, H., 5143, boulevard St-Laurent;
 Ouimet, Gilbert, 4287, de LaNaudière;
 Princess Furriers, 282, est, Ontario;
 Perras, Y., 5422 Jeanne Mance;
 Pinkus, S., 5437, Waverley;
 Paris Fur Co., 282, ouest, Ontario;
 Podbere, H. & Co., 460 ouest, Ste-Catherine;
 Potash, S. & Co., 372, ouest, Ste-Catherine;
 Quick Fur Services, 1193, Philips Place;
 Quality Fur Co., 3615, boulevard St-Laurent;
 Reinarz & Mosse Co., 209, ouest, St-Paul;
 Rhéaume, W., 1617, Amherst;
 Regent Fur Co., 366, Mayor;
 Ronass & Pollack, 372, ouest, Ste-Catherine;
 Rascovsky & Bailis, 366, Mayor;
 Richer Fur Co., 1435, Bleury;
 Richer, G., 1697, Amherst;
 Richer Harry Co., 326, ouest, St-Paul;
 Reliable Fur Co., 1293, McGill College;
 Royal Fur Co., 3618, boulevard St-Laurent;
 Rose Garment Co., 4324, boulevard St-Laurent;
 Reinhart & Williams, 2118, Bleury;
 Rashevsky Fur Co., 1449, St-Alexandre;
 Sabados, J., 261, est, avenue des Pins;
 Szabo, J., 3477, boulevard St-Laurent;
 Salih, J. & Co., 154, ouest, Ste-Catherine;
 Sterling Fur Co., 4260, Wellington;
 Sang, G., 2003, boulevard St-Laurent;
 Silver, Jos. Mfg. Co., 366, Mayor;
 Silver Samuel Co., 416, McGill;
 Segal, B., 5171, avenue du Parc;
 Simmons Fur Co., 372, ouest, Ste-Catherine;
 Schleider Fur Co., 3970, boulevard St-Laurent;
 Smiley, D. Fur Co., 209, est, Ste-Catherine;
 Sabados, J., 2078, Clarke;
 Shapiro Bros., 406, St-François-Xavier;
 Superior Fur Co., 686, ouest, Notre-Dame;
 Shivilenko & Young, 3648, boulevard St-Laurent;
 Shapiro, M., 4396, boulevard St-Laurent;
 S & D Fur Contractors, 1030, St-Alexandre;
 Supercraft Fur Co., 4547, boulevard St-Laurent;
 Shuchat & Co. M., 1407, Mountain;
 Super Fur Co., 207, ouest, St-Paul;
 Stamenized Fur Co., 366, Mayor;
 Silver, H. J. & Co. 170, ouest, St-Paul;
 Shostak, A., 4298, boulevard St-Laurent;
 Shapiro, L., 359 est, Mont-Royal;
 Seguin, L., 404, Lemoine;
 Siberian Fur Co., 5341, avenue du Parc;
 Small et Armand, 5972, avenue du Parc;
 Thibault, J. C., 1413, Drummond;
 Taran, B. Fur Co., 5150, boulevard St-Laurent;
 Toronto Fur Co., 1405, Peel;
 Uneeda Garment Co., 3650, boulevard St-Laurent;
 Vinegor I., 3632, boulevard St-Laurent;
 Wiseman, A. Fur Co., 1435, Bleury;
 Wolfe Jay Inc., 1193, Philips Place;
 Wiseman, Samuel, 190, ouest, St-Paul;
- MontRoy Cloak Co., 1193, Philips Place;
 Majestic Garment Inc., 423, Mayor;
 Mercury Fur Co., 79, Villeneuve W.;
 Murphy Fur Co., 209, St. Paul W.;
 Majestic Fur Co., 366, Mayor;
 Muzins Fur Co., 261, Ste. Catherine W.;
 Mo-Sons Fur Co., 9, Ste. Catherine E.;
 Moscovitch Fur Co., 4138, St. Laurent blvd;
 Macy Fur Co., 1051, St. Bernard W.;
 Mill Colt Garment Inc., 6825, St. Laurent;
 Mollieur Dme Yvonne, 4415, des Erables;
 Moscovitch, D., 5325, Park Ave;
 Nagy, John, 3530, St. Laurent blvd;
 Northway Fur Co., 423, Mayor;
 Neiss, Leon, 1405, Peel;
 Narvey Fur Co., 209, Ste. Catherine W.;
 Oberfeld Fur Co., 4671, St. Urbain;
 Ornstein, Jos. Ltd., 358, St. Paul W.;
 Oberfeld, H., 5143, St. Laurent blvd;
 Ouimet, Gilbert, 4287, de LaNaudière;
 Princess Furriers, 282, Ontario E.;
 Perras, Y., 5422, Jeanne Mance;
 Pinkus, S., 5437, Waverley;
 Paris Fur Co., 282, Ontario W.;
 Podbere, H. & Co., 460, Ste. Catherine W.;
 Potash, S. & Co., 372, Ste. Catherine W.;
 Quick Fur Services, 1193, Philips Place;
 Quality Fur Co., 3615, St. Laurent blvd;
 Reinarz & Mosse Co., 209, St. Paul W.;
 Rhéaume, W., 1617, Amherst;
 Regent Fur Co., 366, Mayor;
 Ronass & Pollack, 372, Ste. Catherine W.;
 Rascovsky & Bailis, 366, Mayor;
 Richer Fur Co., 1435, Bleury;
 Richer, G., 1697, Amherst;
 Richer Harry Co., 326, St. Paul W.;
 Reliable Fur Co., 1293, McGill College;
 Royal Fur Co., 3618, St. Laurent blvd;
 Rose Garment Co., 4324, St. Laurent blvd;
 Reinhart & Williams, 2118, Bleury;
 Rashovsky Fur Co., 1449, St. Alexandre;
 Sabados, J., 261, Avenue des Pins E.;
 Szabo, J., 3477, St. Laurent blvd;
 Salih, J. & Co., 154, Ste. Catherine W.;
 Sterling Fur Co., 4260, Wellington;
 Sang, G., 2003, St. Laurent blvd;
 Silver, Jos. Mfg. Co., 366, Mayor;
 Silver Samuel Co., 416, McGill;
 Segal, B., 5171, Park Ave;
 Simmons Fur Co., 372, Ste. Catherine W.;
 Schleider Fur Co., 3970, St. Laurent blvd;
 Smiley, D. Fur Co., 209, Ste. Catherine E.;
 Sabados, J., 2078, Clarke;
 Shapiro Bros., 406, St-François-Xavier;
 Superior Fur Co., 686, Notre Dame W.;
 Shivilenko & Young, 3648, St. Laurent blvd;
 Shapiro, M., 4396, St. Laurent blvd;
 S & D Fur Contractors, 1030, St. Alexandre;
 Supercraft Fur Co., 4547, St. Laurent blvd;
 Shuchat & Co. M., 1407, Mountain;
 Super Fur Co., 207, St. Paul W.;
 Stamenized Fur Co., 366, Mayor;
 Silver, H. J. & Co., 170, St. Paul W.;
 Shostak, A., 4298, St. Laurent blvd;
 Shapiro, L., 359, Mount Royal E.;
 Seguin, L., 404, Lemoine;
 Siberian Fur Co., 5341, Park Ave;
 Small et Armand, 5972, Park Ave;
 Thibault, J. C., 1413, Drummond;
 Taran, B. Fur Co., 5150, St. Laurent blvd;
 Toronto Fur Co., 1405, Peel;
 Uneeda Garment Co., 3650, St. Laurent blvd;
 Vinegor, I., 3632, St. Laurent blvd;
 Wiseman, A. Fur Co., 1435, Bleury;
 Wolfe Jay Inc., 1193, Philips Place;
 Wiseman, Samuel, 190, St. Paul W.;

Waisberg, F., 3639, boulevard St-Laurent;
 Wiseman, J., 1470, Peel;
 Woodhouse Ltd, 105, ouest, Ste-Catherine;
 William Fur Co., 5833, avenue du Parc;
 Yassin, Y., 286, ouest, boulevard St-Joseph;
 Fournier, E., 7486, St-Denis;
 Bouret, Jos. L., 1294, est, Beaubien;
 Rivelis & Co., 4832, St-Laurent;
 Reliable Fur Co., 1010, est, Ste-Catherine;

Waisberg, F., 3639, St. Laurent blvd;
 Wiseman, J., 1470, Peel;
 Woodhouse Ltd, 105, Ste. Catherine W.;
 William Fur Co., 5833, Park Ave;
 Yassin, Y., 286, blvd St. Joseph W.;
 Fournier, E., 7486, St. Denis;
 Bouret, Jos. L., 1294, Beaubien E.;
 Rivelis & Co., 4832, St. Laurent;
 Reliable Fur Co., 1010, Ste. Catherine E.;

I.—*Définitions*.—Les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a. Un "finisseur ou une finisseuse de première classe" désigne toute personne qui exécute les opérations relatives à la finition de tout vêtement ou article de fourrure de première qualité ou qui exécute toute partie desdites opérations.

b. Un "apprêteur (bloqueur) et cloueur de première classe" désigne toute personne qui exécute tout ouvrage d'apprêt (blocking) de fourrure de première qualité.

c. Un "façonneur (trimmer) de première classe" désigne toute personne qui peut exécuter toutes les opérations de son métier sur tout vêtement ou article.

d. Un "ouvrier ou une ouvrière de première classe" désigne toute personne qui peut travailler la fourrure de première qualité.

e. Les "coupeurs, cloueurs, finisseurs ou finisseuses, ouvriers ou ouvrières de première classe, etc." comprennent les salariés exécutant des travaux sur des manteaux, vêtements ou tous autres articles de fourrure de première qualité tels que vison, martre de Russie, vison japonais, Kolinsky, mouton de Perse, caracul argenté, écureuil, castor, hermine, renard argenté, toutes sortes de renards, chat sauvage, martre d'Alaska (skunk), seal de mer (real seal), broadtail russe, fitch, martre de roche, seal d'Hudson, blaireau, lynx, loup, martre Baum, toutes sortes de martres et toutes autres fourrures de valeur identique et tout travail de peau allongée.

f. Les salariés de deuxième classe sont ceux qui exécutent du travail sur des fourrures de deuxième qualité, c'est-à-dire sur les fourrures non énumérées dans le paragraphe précédent.

g. Les salariés de troisième classe sont ceux qui ont terminé leur période d'apprentissage mais qui n'ont pas été promus à la deuxième classe.

II.—*Jurisdiction professionnelle et industrielle*.—

Sont assujettis au présent décret tous les signataires représentés par la partie de première part, ainsi que tous les marchands de gros, qu'ils aient ou non signé la convention. Quand aux détaillants, les signataires à la convention seulement sont assujettis au présent décret.

Le décret s'applique à tous les employeurs ou manufacturiers assujettis, s'occupant de la fabrication, de la réparation, de la réfection de manteaux, vêtements, de garnitures en fourrure ou de tous autres articles faits, en entier ou en partie, de fourrures de toutes sortes.

III.—*Jurisdiction territoriale*.—La juridiction territoriale du présent décret comprend l'île de Montréal et un rayon de cinquante (50) milles de ses limites. Pour les fins d'application, ladite juridiction est divisée en deux (2) zones, comme suit:

Zone I.—L'île de Montréal et un rayon de dix (10) milles de ses limites.

Zone II.—Le reste de la juridiction territoriale.

I.—*Definitions*.—The following terms shall have the hereinafter given significance:

a. A "first class finisher" male or female is one who completes finishing operations on any garment or article of first class furs or does any portion of any such operation.

b. A "first class blocker and nailer" is one who blocks first class furs.

c. A "first class trimmer" is one who makes the entire trimming operations on any garment or article.

d. A "first class operator" male or female is one who works on first class furs.

e. The "first class cutters, operators, nailers, and finishers, etc." comprise those working on coats, garments or any other fur articles of the first class group such as mink, Russian sable, Jap mink, Kolinsky, Persian lamb, Russian caracul, squirrel, beaver, ermine, silve foxes, all kinds of foxes, raccoon, skunk, real seal, Russian broadtail, fitch, stone marten, Hudson Seal, badger lynx, wolf, beaumarten, all kinds of martens and all other furs of the same value and drop skin work.

f. Second class operators are those working on second class furs, i.e., on furs not mentioned in the preceding subsection.

g. Third class operators are those having served the apprenticeship period but not yet promoted to the second class.

II.—*Professional and industrial jurisdiction*.—

Are subject to the present decree, all the signers whose names appear among the parties of the first part, as well as all wholesalers, whether they have signed the agreement or not. As for retailers, only those having signed the said agreement are subject to the provisions of the decree.

The present decree applies to all employers and/or manufacturers engaged in producing, repairing, remodelling fur coats, fur garments, fur trimmings or any other apparels and/or articles made in whole or in part of any type of furs.

III.—*Territorial jurisdiction*.—The territorial jurisdiction of the decree comprises the Island of Montreal and a radius of fifty (50) miles around and beyond its limits; for purposes of enforcement, such territorial jurisdiction is divided in two (2) zones:

Zone I: Comprising the Island of Montreal and a radius of ten (10) miles from its limits;

Zone II: Comprising the balance of the territorial jurisdiction.

IV.—*Salaires minima*.—a.—Les taux de salaires minima sont les suivants dans toute la juridiction territoriale:

| Métiers | Salaires hebdomadaires |
|--|------------------------|
| Coupeur—1ère classe | \$40.00 |
| Coupeur—2ième classe | 32.50 |
| Ouvriers—1ère classe | 32.50 |
| Ouvriers—2ième classe | 24.00 |
| Ouvrières—1ère classe | 23.50 |
| Ouvrières—2ième classe | 18.00 |
| Finisseurs—1ère classe | 28.00 |
| Finisseurs—2ième classe | 24.00 |
| Finisseuses—1ère classe | 21.50 |
| Finisseuses—2ième classe | 17.00 |
| Apprêteurs (blockers) et façonneurs (trimmers)—1ère classe | 24.00 |
| Apprêteurs (blockers)—2ième classe | 16.00 |
| Façonneurs (trimmers)—2ième classe | 17.00 |
| Examineurs—1ère classe | 28.00 |
| Examineurs—2ième classe | 17.00 |
| Apprentis coupeurs | 24.00 |
| Ouvriers ou ouvrières de troisième classe | 12.50 |

b.—1. Tous les couseurs exécutant du travail de première ou de deuxième qualité doivent recevoir le salaire d'un "ouvrier de première classe".

2. Les salariés embauchés pour rembourrer ou garnir les collets doivent recevoir \$17.00 par semaine.

3. Les faiseurs de doublures sont considérés et rémunérés comme des "ouvriers de deuxième classe".

c.—Les examinateurs exécutant du travail de façonnage (trimming) reçoivent:

| | |
|--------------|---------|
| 1ère classe | \$28.00 |
| 2ième classe | 17.00 |

d.—Les finisseurs employés par les façonneurs (trimmers) reçoivent:

| | |
|--------------|---------|
| 1ère classe | \$28.00 |
| 2ième classe | 24.00 |

e.—Les salariés préposés aux peaux en pièces et les commençants, i.e. les employés réguliers qui ont commencé à travailler sur des peaux en pièces reçoivent \$16.00 par semaine.

f.—*Apprentis des deux sexes*.—Les deux années d'apprentissage sont divisées en quatre périodes de six (6) mois:

| | |
|--------------|---------|
| 1ère période | \$ 7.00 |
| 2ième " " | 8.00 |
| 3ième " " | 9.50 |
| 4ième " " | 11.00 |

V.—*Durée du travail*.—a.—Une semaine de travail comprend quarante (40) heures:

1. *Pour les manufacturiers*.—Une semaine de cinq jours, du lundi au vendredi soir, de huit (8) heures chacun, de 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.

2. *Pour les détaillants*.—La semaine de quarante (40) heures est divisée de la manière suivante: cinq (5) jours de sept (7) heures chacun, du lundi au vendredi soir, de 9.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m., et le samedi de 8.00 a.m. à 1.00 p.m.

Toutefois, dans les établissements de la zone II, il est permis de travailler quarante-huit (48) heures par semaine, soit six (6) jours de huit (8) heures chacun, de 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.; le taux de salaire et demi est payable pour tout travail supplémentaire, lequel ne doit pas dépasser celui permis dans la zone I.

b. Tout travail exécuté en tout temps après 5.00 p.m. et tout travail exécuté le samedi, dans

IV.—*Wages*.—a.—The following minimum wages shall prevail in the entire territorial jurisdiction:

| Trades | Weekly rates |
|-----------------------|-------------------|
| Cutters | 1st class \$40.00 |
| " | 2nd " 32.50 |
| Operators, male | 1st " 32.50 |
| " | 2nd " 24.00 |
| Operators, female | 1st " 23.50 |
| " | 2nd " 18.00 |
| Male Finishers | 1st " 28.00 |
| " | 2nd " 24.00 |
| Finishers, female | 1st " 21.50 |
| " | 2nd " 17.00 |
| Blockers & trimmers | 1st class 24.00 |
| Blockers | 2nd " 16.00 |
| Trimmers | 2nd " 17.00 |
| Examiners | 1st " 28.00 |
| " | 2nd " 17.00 |
| Apprentice cutters | 24.00 |
| Third class operators | 12.50 |

b.—1. All closers whether working on 1st or 2nd class work shall receive the wages of a first class operator.

2. Employees engaged in trimming and padding collars shall receive \$17.00 per week.

3. Lining makers shall be considered as second class operators and paid accordingly.

c.—Examiners employed in trimming shall receive:

| | |
|-----------|---------|
| 1st class | \$28.00 |
| 2nd " | 17.00 |

d.—Male Finishers employed by trimmers:

| | |
|-----------|-------|
| 1st class | 28.00 |
| 2nd " | 24.00 |

e.—Employees employed on piece plates and beginners, i.e., regular workmen who commenced to work on piece \$16.00.

f.—*Apprentices male or female*.—The two (2) years apprenticeship to be divided in four (4) periods of six (6) months:

| | |
|------------|---------|
| 1st period | \$ 7.00 |
| 2nd " " | 8.00 |
| 3rd " " | 9.50 |
| 4th " " | 11.00 |

V.—*Duration of labour*.—a.—A week's work shall consist of forty (40) hours.

1. *For the manufacturers*.—A five (5) days week from Monday to Friday night, of eight (8) hours each, from 8 a.m. to 12 a.m., and from 1 p.m. to 5 p.m.

2. *For the retailers*.—The 40-hour week shall be divided as follows: five (5) days of seven hours each, that is from Monday to Friday night, from 9 a.m. to 12 a.m., and from 1 p.m. to 5 p.m., and Saturday from 8 a.m. to 1 p.m.

However, in the fur establishments of Zone II, it shall be permitted to work 48 hours per week consisting of six (6) days of eight (8) hours each from 8 a.m. to 12 a.m. and 1 p.m. to 5 p.m., with pay for time and a half for all overtime work which shall not exceed that permitted in Zone I.

b. All work performed after 5 p.m. on any day, and any work performed on Saturday by whole-

les établissements de gros, est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

c. Tout travail exécuté dans les établissements de détail après 5.00 p.m. ou après 1.00 p.m. le samedi, est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

d. Nonobstant les dispositions du paragraphe "a" du présent article, dans les établissements de détail, il est permis de diviser la semaine de quarante heures comme suit, pendant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre: une semaine de cinq (5) jours, du lundi au vendredi soir, de huit (8) heures chacun, de 8.00 a.m. à midi et de 1.00 p.m. à 5.00 p.m.

e. Tout travail supplémentaire est interdit pendant les mois de janvier, février, mars, avril, mai et juin; toutefois, les façonneurs (trimmers) peuvent faire du travail supplémentaire à partir du 1er juin, au lieu du 1er juillet. Au cours des autres mois, le travail supplémentaire est interdit à moins que tous les travailleurs de chaque établissement ne soient employés.

f. Dans tous les établissements visés, le travail supplémentaire ne doit pas excéder vingt (20) semaines et ne doit jamais être exécuté après 9.00 p.m.

g. Aucun manufacturier, qu'il soit spécialiste en façonnage (trimming), détaillant ou manufacturier de gros, ou qu'il soit à la fois manufacturier et spécialiste en façonnage, n'a le droit de faire exécuter du travail supplémentaire à ses salariés pendant plus des quatre mois formant la période permise pendant une année; les quatre (4) heures supplémentaires, au taux régulier, sont régies par les dispositions des paragraphes "f", "i" et "j" du présent article.

h. Tous les salariés exécutant du travail supplémentaire ont droit à une demi-heure pour leur souper, sans rémunération.

i. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, les marchands de gros et les détaillants ont le droit, durant les mois de septembre, octobre, novembre et décembre, de faire exécuter quatre (4) heures de travail supplémentaire à leurs salariés au taux de salaire régulier; toutefois, ils ne peuvent forcer leurs salariés à exécuter ce travail supplémentaire si ceux-ci ne désirent pas le faire.

j. Les spécialistes en façonnage (trimmers) ont le droit de faire exécuter à leurs salariés quatre (4) heures de travail supplémentaire par semaine au taux régulier de salaire, durant les mois de juin, juillet, août et septembre. Tout travail supplémentaire, non compris dans la période mentionnée plus haut, ou en plus des quatre (4) heures précitées, doit être rémunéré au taux de salaire et demi; tel travail supplémentaire, au taux régulier, est exécuté de la façon suivante, exception faite des employeurs qui, à cause de leur religion, s'abstiennent de faire travailler leurs salariés les dimanches et les samedis, lesquels peuvent faire exécuter ces quatre (4) heures supplémentaires durant la semaine.

1. Pour les marchands de gros: le samedi matin, de 8.00 a.m. à midi;

2. Pour les détaillants: le samedi matin, de 8.00 a.m. à midi;

3. Pour les spécialistes en façonnage (trimmers): le samedi matin, de 8.00 a.m. à midi.

4. Aucun établissement s'occupant en partie de façonnage (trimmings) ou faisant affaires en gros ou en détail, n'a le droit de faire plus qu'une période de travail supplémentaire.

salers, shall be overtime work and be paid for at the rate of time and one half.

c. All work performed after 5 p.m., by retailers and any work performed on Saturday after 1 p.m., by retailers, shall be overtime work and be paid for at the rate of time and one half.

d. Notwithstanding the provisions set forth in subsection "a" of this section, retailers shall be permitted during the months of September, October, November and December, to divide the forty-hour week as follows: a five (5) days week from Monday to Friday night, of eight (8) hours each from 8 a.m. to 12 a.m. and from 1 p.m. to 5 p.m.

e. No overtime work shall be performed during the months of January, February, March, April, May and June; however, trimmers shall do overtime work from the 1st of June instead of the 1st of July. During the other months no overtime shall be permitted unless all the workers of each factory are fully employed.

f. Overtime work in any given establishment shall not exceed twenty (20) weeks and shall never extend beyond 9 p.m.

g. No manufacturer whether trimmers, retailers or wholesalers, or one who does both trimmings and manufacturing, shall be entitled to work more than four (4) months overtime during the time allowed in any one year and the four (4) hours overtime at straight time will be governed by the provisions of subsections "f", "i" and "j" of the present section.

h. All employees working overtime shall be given a half-hour period for supper without pay.

i. Notwithstanding the provisions set out in this present Section, wholesalers and retailers shall be permitted during the months of September, October, November and December, to work four (4) hours overtime for which the employees are to be paid single time; however, employees shall not be forced to work such four (4) hours when they do not desire to do so.

j. Trimmers shall be permitted to work during the months of June, July, August and September, four (4) hours each week of overtime at single pay. Any overtime work outside the period herein stipulated or in addition to the four (4) hours herein stipulated shall be paid for at the rate of time and a half, such overtime work at single pay shall be done as follows, except for those employers who from religious point of view have habitually refrained from work on Sundays and Saturdays, shall be permitted to work the four (4) hours overtime during the week.

1. For the wholesalers: Saturday morning from 8 a.m. to noon;

2. For the retailers: Saturday morning from 8 a.m. to noon;

3. For the trimmers: Saturday morning from 8 a.m. to noon.

4. No one firm, whether working partly on trimmings and/or partly wholesale or retail, will be permitted to work more than one period of said overtime.

VI.—*Païement du salaire*.—Les salaires doivent être payés chaque semaine en espèces.

VII.—*Jours de fêtes rémunérés*.—Tous les salariés doivent être rémunérés pour les jours de fête suivants: le Vendredi Saint, la fête de la Reine, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Action de Grâces, la fête de Noël et le Premier de l'An. Pour avoir droit à telle rémunération, les salariés doivent avoir travaillé une partie de la semaine de paie dans laquelle une desdites fêtes est comprise et, dans ce cas, le salarié doit recevoir une rémunération proportionnée à la durée du travail accompli durant cette semaine par rapport à la durée complète du travail de la semaine.

Si un salarié travaille durant un de ces jours de fêtes, il doit recevoir le salaire régulier d'une journée de travail et en plus salaire et demi; toutefois l'employeur ne doit pas forcer un salarié à travailler durant ces jours de fêtes.

Si l'on ne travaille pas dans un établissement durant la semaine dans laquelle se trouve un de ces jours de fête, les salariés doivent recevoir une rémunération complète pour ce jour.

Le travail est interdit le jour de la fête du Travail.

VIII.—Le refus de la part d'un salarié de travailler le premier jour de mai ou toute fête religieuse ne peut servir de prétexte à une plainte.

IX.—Il n'y aura aucune réduction des salaires des salariés présentement ou occasionnellement employé à un salaire déterminé, pendant la durée du présent décret.

X.—*Contrats individuels*.—Il est interdit à un employeur de signer dorénavant un contrat individuel avec ses employés ou d'exiger ou d'accepter des dépôts en argent ou toute valeur de ses employés; il lui est aussi interdit de passer un contrat avec ses employés dans le but de leur assurer de l'emploi durant un certain temps.

XI.—*Distribution du travail*.—En tout temps, lorsqu'il n'y a pas suffisamment de travail pour tous les salariés, tout le travail de l'atelier doit être distribué aussi également que possible parmi les salariés engagés pour tel travail, qui ont la compétence voulue pour exécuter le travail nécessaire au bon fonctionnement des établissements exploités par les divers employeurs.

XII.—*a.*—Tout travail à contrat, à sous-contrat ou à la pièce est interdit, soit à l'intérieur de la fabrique de l'employeur ou dans un établissement extérieur, ou ailleurs, à moins que tous les salariés de l'atelier ne soient occupés et que tous lesdits entrepreneurs ou sous-entrepreneurs soient dûment enregistrés au comité paritaire.

b.—Tous les entrepreneurs ou sous-entrepreneurs doivent tenir un registre des salaires et des heures de travail.

c.—Les détaillants ont le droit, pour la durée de la guerre seulement, de faire exécuter du travail à domicile, pourvu que tous les finisseurs de l'atelier soient employés et que les noms desdits employés faisant du travail à domicile soient fournis par écrit au comité paritaire.

XIII.—*Associés de bonne foi*.—Lorsque, dans une société commerciale, compagnie ou corporation, il y a deux actionnaires ou associés de bonne foi ou plus, lesdits associés ou actionnaires peuvent exécuter du travail dans la fabrique, c'est-à-dire du travail identique à celui exécuté par les salariés. Cette disposition est toutefois sujette à la condition que lesdits associés, à

VI.—*Wages in cash*.—All wages shall be paid in cash and weekly.

VII.—*Remuneration on holidays*.—All employees shall be entitled to be paid for the following holidays: Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, New Year's Day. In order to be entitled to such payment, the employees must have worked some part of the pay week in which such holiday occurs, and in the event of such employees working part of such week, he or she shall be entitled to such proportion of pay for the holiday as the time worked bears to the full working time of the said week.

In the event of any employee working upon the above holidays, he shall receive a day's pay at the regular rate and in addition thereto, time and one half, but it shall be optional with the individual employee as to whether he or she will consent to work on such holiday.

In the event of the firm refraining from operating during the week in which a holiday shall fall employees shall be entitled to full pay for such holiday.

No work shall be permitted on Labour Day.

VIII.—The refusal of a worker to work on the first day of May or any religious holiday, shall not afford any ground for complaint.

IX.—There shall be no reduction in wages during the term of this decree for help presently employed or once employed with a determined wages.

X.—*Individual contracts*.—No employer shall hereinafter make any individual contracts with any employee, nor exact or accept any cash deposits or other securities from any employee, nor shall any agreement be entered into with any individual guaranteeing any length of employment.

XI.—*Division of work*.—At all times when there is not sufficient work for all employees, all the available work in the shop shall be divided as equally as possible among all the employees properly engaged in the work, who are competent to do work consistent with proper functioning of the factories operated by the various employers.

XII. *a.* No contracting or subcontracting or piece work shall be permitted whether inside the factory of the employer, or at an outside plant or premises, unless all the employees in the shop are working and all said contractors or subcontractors have duly registered with the Parity Committee.

b. All contractors and subcontractors must keep records of wages and hours of labour.

c. Retailers shall be permitted, for the duration of the war only, to have finishing done at home, provided that all the finishers in the shop are working and that the names of said employees doing work at home are submitted in writing to the Parity Committee.

XIII.—*Bona fide partners*.—Where there are, in any firm or corporations, two or more Bona Fide partners, all said partners shall be privileged to do actual work in the factory, that is, similar work as is done by the help employed, subject however to the condition that all said partners, one excepted, shall be considered in the same category as any of the employees under this

l'exception d'un, soient considérés comme appartenant à la même classe que tout salarié assujéti au décret, et qu'ils soient assujéti eux-mêmes aux dispositions du présent décret, exception faite des taux de salaires.

XIV.—*Changement de métier*.—Aucun salarié ne peut travailler dans un métier autre que celui pour lequel il a été employé, pourvu qu'il y ait suffisamment de travail pour le tenir occupé dans son métier; sinon, il peut exécuter tout autre travail requis.

XV.—*Apprentis*.—Dans les établissements employant moins de quinze (15) personnes, l'employeur peut engager ou remplacer un apprenti pendant la durée du décret. Dans les établissements employant quinze (15) personnes et plus, l'employeur peut engager ou remplacer deux apprentis pendant la durée du décret.

Quant aux apprenties, les employeurs peuvent employer le nombre nécessaire à leurs besoins; lesdites apprenties doivent toutefois être âgées de 16 à 20 ans inclusivement.

XVI.—*Promotions*.—a.—Les employeurs peuvent promouvoir tout ouvrier de seconde classe à la première classe, à la condition que ledit ouvrier, lorsque promu, reçoive une augmentation de 25% de la différence des salaires entre la première classe et la seconde et une nouvelle augmentation de 25% de telle différence à chaque six mois, jusqu'à ce qu'il reçoive le minimum de salaire d'un ouvrier de première classe.

b.—Les apprentis ou apprenties peuvent être promus au travail régulier de la seconde classe; ils sont sujets aux arrangements prévus pour les promotions de la deuxième classe à la première.

c.—Les promotions ne se donnent qu'aux salariés n'ayant jamais exécuté le genre de travail pour lequel une promotion est demandée.

XVII.—*Indemnité de vie chère*.—1.—Conformément à la décision du Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec, en date du 24 novembre 1942, tous les employeurs assujéti au présent décret doivent payer à leurs salariés visés par ladite décision, autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître ou quelque rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre équivalant à 12.2 points et représentant la différence entre l'indice fédéral du coût de la vie au 1er juillet 1942 (117.0) et celui du mois de juillet 1940, (104.8), tel qu'établi par le Bureau fédéral de la statistique.

2.—Le chiffre de l'indemnité est variable et sera modifié conformément aux ordonnances générales émises par le Conseil national du Travail en temps de guerre, le ou avant le 15ième jour des mois de février, mai, août et novembre de chaque année, selon les fluctuations dans l'indice du coût de la vie, de la façon suivante:

Pour chaque augmentation d'un point, dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité est de:

a)—vingt-cinq cents par semaine pour tout salarié adulte du sexe masculin et pour tous les autres salariés touchant un salaire hebdomadaire de vingt-cinq dollars ou plus, et

b)—un pour cent du salaire hebdomadaire pour tous les salariés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans touchant un salaire hebdo-

decree, and subject to its terms and conditions, except in so far as wages are concerned.

XIV.—*No change of craft*.—No worker shall be permitted to work in any craft other than the craft for which he has been engaged, (provided there is sufficient work to keep him occupied at his craft, otherwise he shall fill in other work as required of him).

XV.—*Apprentices*.—As regards male apprentices, in factories employing less than fifteen (15) help, such factories shall be entitled to engage one apprentice during the term of this decree or replace such apprentice, and any factory employing fifteen (15) help or shall more shall be entitled to engage two apprentices or replace same during the term of this decree.

As for female apprentices, the manufacturers may employ such apprentices as are necessary for their requirements, but such female apprentices are restricted to female of the ages of 16 to 20 inclusive.

XVI.—*Promotions*.—a. The employers shall have the right to promote any second class workman with the understanding that when such workman is promoted from second class to first class, he or she shall receive an increase on the date of their promotion of 25% of the difference in wages between a first class and a second class employee, and a further increase of 25% of such difference each six months he is employed, until he has received the minimum of a first class employee.

b. Apprentices may be promoted to regular second class work subject to the same arrangements as set out for promotion from second class to first class.

c. Promotions will apply only to those employees who have never done the type of work for which a promotion is being requested;

XVII.—*Cost of living bonus*.—1. According to a decision dated November 24, 1942, taken by the Quebec Regional War Labour Board, all employers governed by the said decision shall pay to their employees, other than those occupying position above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus equivalent to 12.2 points and representing the difference between the federal index of the cost of living, on the 1st of July 1942 (117.0) and the index of July 1940 (104.8), as established by the Dominion Bureau of Statistics;

2. The amount of the said bonus is variable and shall be modified pursuant to general orders enacted by the National War Labour Board, on or before the 15th day of the months of February, May, August, and November of each year, according to the changes in the cost of living index, in the following manner:

For each rise or fall of one point in the index, the increase or the decrease of the bonus shall be:

a)—twenty-five cents per week for all adult male employees and for all other employees employed at weekly wage rates of \$25. or more, and

b)—one per cent of the basic weekly wage rates for male employees under 21 years of age employed at weekly wage rates of less than \$25. and

madaire inférieur à vingt-cinq dollars et pour toutes les salariées touchant un salaire hebdomadaire inférieur à vingt-cinq dollars.

c)—le montant de l'indemnité ne doit être modifié que si l'indice du coût de la vie a varié d'un point entier ou davantage depuis la dernière ordonnance générale du Conseil national du Travail en temps de guerre exigeant l'augmentation ou la diminution du montant de telle indemnité.

d)—toute augmentation dans les taux basiques donnée par les employeurs aux salariés depuis le 1er juin 1941 doit être convertie de manière à calculer telle augmentation sur une base d'indemnité de vie chère, tel qu'établi plus haut dans le présent article.

3.—L'indemnité de vie chère doit être versée pour chaque période de paye; lors de la remise du salaire pour cette période.

4.—L'indemnité n'est versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires et le salaire de base est celui en vigueur le 15 novembre 1941. Nul employeur ne doit payer à un salarié une indemnité de vie chère pour le travail accompli ou la rémunération gagnée durant le surtemps.

5.—Lorsque, durant une semaine, un salarié fournit une période de travail inférieure au nombre normal des heures ouvrables de cette semaine, surtemps non compris, l'indemnité de vie chère à payer à cet employé doit être cette portion de l'indemnité de vie chère payable pour la semaine entière, qui aura été établie suivant la proportion que représente le nombre des heures de travail réellement fournies par le salarié par rapport au nombre normal d'heures ouvrables de la semaine.

XVIII.—*Durée du décret.*—Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1944.

A. MORISSET,
2613-o Greffier du Conseil Exécutif.

for female employees employed at weekly wage rates of less than \$25.;

c)—The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living index number has changed one whole point or more since the last general order of the National War Labour board requiring an increase or decrease in the amount thereof.

d)—Increases in the basic rates given by the employers to the employees since June 1, 1941, shall be converted so as to calculate such increases on a basis of cost of living bonus, as established above in the present section.

3. The cost of living bonus shall be payable for each payroll period, at the same time as wages are paid for such period.

4. The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime, and the basic wage rate shall be that paid on November 15th, 1941. No employer shall pay a cost of living bonus to an employee in respect of work performed or wages earned during overtime.

5. Where an employee works less than the normal number of working hours in a week, not including overtime, the cost of living bonus to be paid to him in respect of such week shall be that proportion of the cost of living bonus payable with respect to the whole of such week which the number of hours he actually worked is to the normal number of working hours in the week".

XVIII.—*Duration of the decree.*—The decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*, and shall remain in force until April 30th, 1944

A. MORISSET,
2613-o Clerk of the Executive Council.

Commission du salaire minimum

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le règlement d'amendement, dont le texte suit, amendement le règlement B-1 révisé de la Commission du salaire minimum, édictant un prélèvement, a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 3329, du 4 décembre 1942.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Règlement B-1 révisé édictant un prélèvement

Règlement d'amendement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par le présent règlement d'amendement, ainsi qu'il suit:

1. Le règlement B-1 révisé de la Commission du salaire minimum adopté par la Commission du salaire minimum le 27 novembre 1940 et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil le 13 décembre 1940 par arrêté portant le numéro 4330, publié dans la *Gazette officielle de*

Minimum Wage Commission

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following by-law of amendment, modifying By-law B-1, revised, of the Minimum Wage Commission, enacting a levy, has been approved by Order in Council number 3329, of December 4, 1942.

MINIMUM WAGE COMMISSION

By-law B-1 Revised enacting a Levy

By-law of Amendment

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present By-law of Amendment, the following:

1. By-law B-1 Revised of the Minimum Wage Commission, adopted by the Minimum Wage Commission on November 27, 1940, approved by the Lieutenant-Governor in Council on December 13, 1940, by Order-in-Council number 4330, published in the *Quebec Official Gazette*

Québec le 28 décembre 1940, et amendé de temps à autre, est de nouveau amendé comme suit:

A) Les mots "un sixième de un pour cent ($\frac{1}{6}$ de 1%) dans le premier alinéa (dispositif) dudit règlement (tel qu'amendé par le règlement du 2 décembre 1941), sont abrogés et remplacés par les mots "un huitième de un pour cent ($\frac{1}{8}$ de 1%)."

B) La modification ci-dessus régira le prélevement exigible sur tous salaires payés à compter du premier juillet 1942.

2. *Entrée en vigueur:* Le présent règlement d'amendement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et signé en la cité de Québec, ce sixième jour du mois de novembre mil neuf cent quarante-deux.

(Signé) Le président, FERDINAND ROY,
 " Le vice-président, GUS. FRANCO,
 " Les commissaires, J.-A. BOUTHILLETTE,
 " H. LOUDIN.

(Sceau)
 Copie conforme,
 Le secrétaire,
 J. A. V. AUGER. 2596-0

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que l'ordonnance d'amendement du vingt-neuf octobre 1942, dont le texte suit, amendant l'ordonnance générale numéro 4, 1942, de la Commission du salaire minimum, a été approuvée par l'arrêté en conseil numéro 3330, du 4 décembre 1942.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance N° 4, 1942
 (Ordonnance générale)

Ordonnance d'amendement

La Commission du salaire minimum, conformément à la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164).

Ordonne et décrète par la présente ordonnance d'amendement que l'ordonnance N° 4, 1942, de la Commission, étant une ordonnance générale, datée du 17 février 1942, amendée le 21 mars 1942, et approuvée, telle qu'amendée, par le lieutenant-gouverneur en conseil le 2 avril 1942 par arrêté N° 805, ce dernier arrêté publié dans la *Gazette officielle de Québec* le 18 avril 1942, soit amendée comme suit, savoir:

Art. 2. *Application:* Le paragraphe "d" de l'article 2 est remplacé par le suivant:

"d) aux internés des écoles d'industrie ou de réforme lorsque leur travail est loué par les directeurs de ces écoles en vertu de contrats approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil."

Le paragraphe suivant est ajouté audit article:

"k) aux salariés des compagnies de cimetièrè."

Art. 4. *Unité de zone:* L'article 4 est remplacé par le suivant:

"4. *Unité de zone:* Lorsqu'une ordonnance se réfère à une zone, ce mot désigne une unité de zone. Forment ensemble une seule unité de zone:

- a) toutes les municipalités de la zone I;
- b) la cité de Québec et la ville de Québec-Ouest;
- c) la ville de St-Jean et la ville d'Iberville.

on December 28, 1940, and amended from time to time, is again amended as follows:

A) The words "one sixth of one per cent ($\frac{1}{6}$ of 1%)" in the first paragraph, the enacting clause of said By-law (as amended by By-law dated December 2, 1941), are repealed and replaced by the words "one eighth of one per cent ($\frac{1}{8}$ of 1%)."

B) The present amendment applies to the levy on wages paid from July 1st, 1942.

2. *Coming into Force:* The present By-law of Amendment shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Passed and dated in the city of Québec, this sixth day of the month of November, in the year one thousand nine hundred and forty-two.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
 " GUS. FRANCO, Vice-President,
 " J. A. BOUTHILLETTE,
 " H. LOUDIN, Members.

(Seal)
 True copy,
 J. A. V. AUGER,
 Secretary. 2596-0

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the following ordinance of amendment, dated October 29, 1942, modifying the General Ordinance number 4, 1942, of the Minimum Wage Commission, has been approved by Order in Council number 3330, of December 4, 1942.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance N° 4, 1942
 (General Ordinance)

Ordinance of Amendment

The Minimum Wage Commission, pursuant to the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of Admendment that Ordinance N° 4, 1942, of the Commission, a general ordinance, dated February 17, 1942, amended on March 21, 1942, and approved, as amended, by the Lieutenant-Governor in Council on April 2, 1942, by Order in Council number 805, said Order published in the *Quebec Official Gazette* on April 18, 1942, be amended as follows, to wit:

Section 2. *Application:* Sub-section d of section 2 is replaced by the following:

"d) to inmates of industrial or reformatory schools when they are placed out by the directors of said schools, pursuant to contracts approved by the Lieutenant-Governor in Council."

The following sub-section is added to said section:

"k) to employees of Cemetery Companies."

Section 4. *Zone unit:* Section 4 is replaced by the following:

"4. *Zone unit:* When an ordinance refers to a zone, this word means a zone unit. Form together one only zone unit:

- a) all the municipalities of zone I;
- b) the city of Quebec and the town of Quebec-West;
- c) the city of St. John and the town of Iberville.

Les autres municipalités de la zone II ainsi que celles des zones III et IV, forment chacune une unité de zone.

Toutefois pour les entreprises de transmission de messages téléphoniques, les mots "unité de zone" désignent l'ensemble des municipalités se trouvant dans la même zone."

Art. 6. *Établissements industriels et commerciaux*: L'article 6 est amendé en ajoutant à la fin du paragraphe "b" les mots:

"les corporations municipales et scolaires, les fabriques paroissiales et toute autre corporation publique."

Art. 7a. *Conflit entre catégories et ordonnances*: L'article 7-a est remplacé par le suivant:

"7-a. *Conflit entre catégories et ordonnances*: Lorsque, durant la même période de travail, un salarié est employé partie du temps à un travail régi par une catégorie de l'ordonnance et partie à un travail d'une autre catégorie, il a droit au salaire fixé respectivement par l'une et l'autre catégorie suivant le nombre d'heures qu'il a travaillé. Si ce nombre d'heures n'est pas établi, son salaire est généralement celui qui est fixé dans la catégorie du taux le plus élevé; toutefois dans le cas où le travail habituel et de beaucoup le plus prolongé se fait dans la catégorie du taux le moins élevé, il n'a droit qu'au taux de cette catégorie. La même règle s'applique au salarié qui, dans la même catégorie, est employé à des travaux de taux différents, ou dont le travail est régi partie du temps par cette ordonnance et partie par une autre."

Art. 8. *Classes et pourcentages*: L'article 8 est remplacé par le suivant:

"8. *Classes et pourcentages*: Ces salariés, à l'exclusion des apprentis et des surnuméraires, sont répartis en classes comme suit:

- Classe A: pas moins de 60%
- Classe B: pas plus de 25%
- Classe C: pas plus de 15%.

Les pourcentages s'établissent suivant les règles des articles 63 et suivants."

Art. 17. *Charretiers et chauffeurs*: Le troisième paragraphe du groupe D de l'article 17 est abrogé.

Art. 22. *Garagistes—Groupe A*: L'article 22 est remplacé par le suivant:

"22. *Groupe A*: Les salariés employés à des travaux de fabrication, de réparations ou autres de ce genre, qui travaillent ainsi pour des établissements dont l'entreprise, principalement sinon exclusivement, en est une de garage d'automobiles ou d'autres véhicules:

| | Zone I | Zone II | Zone III | Zone IV |
|--|--------|---------|----------|---------|
|--|--------|---------|----------|---------|

Taux de salaire à

l'heure..... 40c 35c 30c 25c

Semaine normale: 60 heures."

Art. 29. *Employés de tavernes et de buvettes*: L'article 29 est remplacé par le suivant:

"29. *Définition*: Garçons de comptoir ou de table dans les tavernes attendant ou non à un hôtel ou restaurant.

Taux de salaire: Zones I, II, III et IV: 25c l'heure.

Semaine normale: 60 heures."

Art. 31. *Gardiens d'immeubles*: L'article 31 est remplacé par le suivant:

"31. *Gardiens d'immeubles*: Les constables spéciaux et les salariés préposés à la garde et surveillance, de jour ou de nuit, des établissements industriels ou commerciaux de la catégorie I, ou d'immeubles quelconques.

The other municipalities of zone II and those of zones III and IV each form a zone unit.

However, when relating to services for the transmission of telephone messages, the words "zone unit" mean all the municipalities of the same zone."

Section 6. *Industrial and commercial establishments*: Section 6 is amended by adding, at the end of sub-section "b", the words:

"municipal and school corporations, parish fabriques and any other public corporation."

Section 7-a. *Conflict of categories and ordinances*: Section 7-a is replaced by the following:

"7-a. *Conflict of categories and ordinances*: When an employee, during the same period of work, is occupied part of the time at work governed by one category of the Ordinance and part of the time at work of another category, said employee is entitled to the wage rate fixed by the one category and the other, respectively, according to the number of hours worked. If this number of hours is not established, his wage rate is generally the rate fixed for the category of the higher rate; however, if the work of said employee is done usually and by far for a greater part of his time in the category of the lower rate, he is only entitled to the wage rate of said category. The same rule applies to an employee who, in the same category, is occupied at work of different rates, or whose work is governed part of the time by the present Ordinance, and part of the time by another Ordinance.

Section 8. *Classes and class percentages*: Section 8 is replaced by the following:

"8. *Classes and class percentages*: These employees, excepting apprentices and temporary employees, are classed as follows:

- Class A: not less than 60%
- Class B: not more than 25%
- Class C: not more than 15%.

Said classifications are to be made according to the provisions of sections 63 et seq."

Section 17. *Carters and Chauffeurs*: The third paragraph of group D of section 17 is repealed.

Section 22. *Garage Employees—Group A*: Section 22 is replaced by the following:

"22. *Group A*: Employees occupied at construction or repair work or work of a similar nature by establishments whose undertaking is distinctly, if not exclusively, that of a garage for automobiles or other vehicles:

| | Zone I | Zone II | Zone III | Zone IV |
|--|--------|---------|----------|---------|
|--|--------|---------|----------|---------|

Hourly wage rate: . . . 40c 35c 30c 25c
Regular workweek: 60 hours."

Section 29. *Tavern and Bar-Room Employees*: Section 29 is replaced by the following:

"29. *Définition*: Bar-tenders or waiters employed in a tavern, whether or not said tavern be in a hotel or restaurant.

Hourly wage rate: Zones I, II, III and IV: 25c.

Regular workweek: 60 hours."

Section 31. *Watchmen*: Section 31 is replaced by the following:

"31. *Watchmen*: Special constables and day or night watchmen of industrial or commercial establishments of category I, or of any immovable property.

| | Zone I | Zone II | Zone III | Zone IV | | Zone I | Zone II | Zone III | Zone IV |
|-----------------------------|--------|---------|----------|---------|-----------------------|--------|-----------|----------|---------|
| Taux de salaire à l'heure: | 25c | 25c | 20c | 15c | Hourly wage rates:... | 25c | 25c | 20c | 15c |
| Semaine normale: 60 heures. | | | | | Regular workweek: | | 60 hours. | | |

Toutefois si lesdits salariés logent sur les lieux mêmes, ils sont considérés comme concierges et régis par les articles 32, 33 et 33a."

Art. 33. Gardiens et concierges: Le second alinéa de l'article 33 est abrogé.

Art. 33a. L'article suivant est ajouté après l'article 33:

"33a. Logement chauffé: Quand un employeur fournit au salarié un logement chauffé, il doit alors fournir gratuitement en plus l'eau, l'électricité et le gaz, s'ils sont installés dans l'immeuble et garder à sa charge les taxes imposées pour tels services et occupation.

Le logement au sens de la présente section désigne l'appartement destiné à être occupé par un concierge."

Art. 37. Instituteurs ou institutrices: L'article 37 est remplacé par le suivant:

"37. Instituteurs ou institutrices à l'emploi des commissions scolaires

a) pour l'enseignement, Zones I, II, III, IV: par année: \$300 dont le dixième est payable mensuellement de septembre inclusivement à juin;

b) pour tout autre travail tel que nettoyage, chauffage et entretien de l'école:

| | Zone I | Zone II | Zone III | Zone IV |
|----------------|--------|---------|----------|---------|
| taux à l'heure | 25c | 25c | 18c | 13c |

La corporation ne pourra rien déduire du salaire pour le logement qu'elle peut fournir."

Art. 40. Salariés de certaines entreprises saisonnières: L'article 40 est remplacé par le suivant:

"40. Salariés (autres que les employés de bureau, les préposés au transport, les gardiens) employés à la

a) mise en conserve de fruits et de légumes dont les établissements n'opèrent que du 15 juin au 15 octobre:

Toutes Zones: 14c l'heure;
Éplucheurs de fraises
Toutes Zones: 1c par boîte d'une pinte,
½c par boîte d'une chopine;

b) production du sucre d'érable du 1er avril au 15 juin:
Toutes zones: 15c l'heure;

c) manutention et écotage

1 du tabac en feuilles dans toutes zones du 1er novembre au 15 mars: 16c l'heure;

2 du tabac canadien dans les zones III et IV, mais seulement du 15 juin au 15 octobre:
50% de ces salariés: 14c l'heure,
50% de ces salariés: 16c l'heure."

However if said employees have their lodging on the premises they are classed as janitors and are governed by sections 32, 33 and 33-a."

Section 33. Watchmen and janitors: The second paragraph of section 33 is repealed.

Section 33-a. The following section is introduced after section 33.

"33-a. Heated lodging: When an employer furnishes an employee with heated lodging, said employer must moreover furnish gratis to said employee water, electricity and gas if they are installed in the building, and must pay taxes for said services and for occupation of said lodging.

The lodging contemplated in the present section is the apartment or quarters to be occupied by a janitor."

Section 37. School board teachers: Section 37 is replaced by the following:

"37. School board teachers:

a) Teaching, Zones I, II, III and per year: IV: \$300., one tenth of which is payable each month from September, inclusively, to June.

b) for any other work, such as the cleaning, heating and maintenance of the school:

| | Zone I | Zone II | Zone III | Zone IV |
|-----------------------|--------|---------|----------|---------|
| Hourly wage rates:... | 25c | 25c | 18c | 13c |

The Board cannot deduct from the wages any amount for the lodging it may supply."

Section 40. Employees of certain seasonal industries: Section 40 is replaced by the following:

"40. Excepting office employees, watchmen and transportation employees, employees occupied at

a) fruit and vegetable canning by establishments operating only from June 15th to October 15th:
Any zone: 14c per hour;
Strawberry stemmers,
Any zone: 1c per quart box,
½c per pint box;

b) production of maple sugar from April 1st to June 15th:
Any zone: 15c per hour;

c) manipulation and stemming
1. of leaf tobacco, in any zone, from November 1st to March 15th: 16c per hour;
2. of Canadian tobacco in zones III and IV, but only from June 15th to October 15th:
50% of said employees: 14c per hour
50% of said employees: 16c per hour."

Art. 58a. *Salariés qui s'engagent des aides:* L'article suivant est ajouté après l'article 58:

"58a. *Salariés qui s'engagent des aides:* Sauf le cas prévu à l'article 32, quand un salarié engage lui-même un aide ou assistant pour l'exécution du travail que son employeur lui confie, l'employeur doit payer à tel salarié une rémunération égale à la somme de salaire minimum fixé pour le salarié à son emploi et pour l'aide ou l'assistant."

Art. 61. *Salaire et demi:* L'article 61 est remplacé par le suivant:

"61. *Salaire et demi:* Sauf les cas d'exceptions de l'article 62, le salarié a droit pour tout travail supplémentaire, au taux fixé par l'ordonnance augmenté de sa moitié."

Art. 64. *Période de pourcentage:* L'article 64 est remplacé par le suivant:

"64. *Période de pourcentage:* Pour établir les pourcentages, le salaire est compté soit sur une période de une ou deux ou quatre semaines, soit sur une période bi-mensuelle ou mensuelle."

Art. 66. *Salariés exclus des pourcentages:* L'article 66 est remplacé par le suivant:

"66. *Salariés exclus des pourcentages:* Ne sont pas comptés, pour les fins de pourcentages par classes, les salariés dont le salaire minimum n'est pas fixé d'après ce pourcentage. Ainsi ne sont pas comptés les salariés suivants:

- a) les employés surnuméraires;
- b) les employés qui sont membres de la famille de l'employeur, soit ses ascendants, descendants et conjoint et les descendants du conjoint;
- c) les employés régis spécialement par une autre ordonnance en vigueur, à moins que les salaires et autres conditions de travail n'y soient les mêmes que ceux de la catégorie I;
- d) les salariés bénéficiant du permis prévu par l'article 15 de la Loi du salaire minimum;
- e) les employés des catégories II, III, IV, V et VI, sauf ceux d'entre eux que l'ordonnance soumet au salaire et aux autres conditions de travail de la catégorie I;
- f) les apprentis;
- g) les salariés absents, sauf s'ils sont payés durant leur absence;
- h) les salariés visés aux articles 57 et 58."

Art. 71. *Pension:* L'article 71 est remplacé par le suivant:

"71. *Pension:* Lorsque, suivant convention, le logement, les repas ou la pension complète peuvent être déduits du salaire, les montants ainsi retenus, quel que soit le prix convenu, ne peuvent pas excéder

| | Zone I | Zones II & III | Zone IV |
|------------------------------|--------|----------------|---------|
| par repas | 20c | 15c | 12c |
| par repas de la semaine | \$4 | \$3 | \$2.50 |
| pour le logement par jour | 25c | 20c | 15c |
| pour le logement par semaine | \$1.50 | \$1.25 | \$1 |
| pension complète par semaine | \$5 | \$4 | \$3.50 |
| pension complète par mois | \$20 | \$17 | \$14 |

Section 58-q. *Employees personally hiring helpers:* The following section is introduced after section 58:

"58a. *Employees personally hiring helpers:* Except as provided in section 32, when an employee personally hires an assistant or helper for the execution of work assigned to said employee by his employer, the wages payable by said employer to said employee must equal the sum of the minimum wages fixed for said employee and for his helper or assistant."

Section 61. *Wage rate and one half:* Section 61 is replaced by the following:

"61. *Wage rate and half:* Subject to the exceptions provided in the following section 62, an employee is entitled, for any overtime, to the minimum wage rate fixed by the present Ordinance increased by one half of said rate."

Section 64. *Class percentage period:* Section 64 is replaced by the following:

"64. *Class percentage period:* To establish said class percentages, the wages are computed either on a period of one, two or four weeks, on a bi-monthly or monthly period."

Section 66. *Employees excluded from class percentages:* Section 66 is replaced by the following:

"66. *Employees excluded from class percentages:* Employees whose minimum wages are not fixed according to class percentages are not included in said class percentages. The following employees are therefore excluded:

- a) temporary employees;
- b) employees who are members of the employer's family i.e. his ascendants, descendants and consort and the descendants of said consort;
- c) employees specially governed by the provisions of another Ordinance in force, unless the wages and other conditions of work therein provided be the same as those of category I;
- d) employees holding the certificate provided in section 15 of the Minimum Wage Act;
- e) employees of categories II, III, IV, V and VI, excepting those governed by the provisions of category I of the present Ordinance;
- f) apprentices;
- g) absent employees, excepting those paid during such period of absence;
- h) employees contemplated by sections 57 and 58."

Section 71. *Board:* Section 71 is replaced by the following:

"71. *Board:* When, according to an agreement, lodging, meals or complete board may be deducted from the wages, the amounts thus deducted, whatever be the price agreed, must not exceed.

| | Zone I | Zones II & III | Zone IV |
|----------------------------|--------|----------------|---------|
| per meal: | 20c | 15c | 12c |
| meals, per week: | \$4 | \$3 | \$2.50 |
| lodging per day: | 25c | 20c | 15c |
| lodging per week: | \$1.50 | \$1.25 | \$1 |
| complete board, per week: | \$5 | \$4 | \$3.50 |
| complete board, per month: | \$20 | \$17 | \$14" |

Art. 77. *Nombre limité d'apprentis*: l'article 77 est remplacé par le suivant:

"77. *Nombre limité d'apprentis*: Le nombre de ceux qui peuvent être classés sans distinction de sexe comme apprentis ou inexpérimentés, est limité à au plus dix pour cent (10%) du nombre total des salariés de la même unité de zone employés par le même chef d'entreprise. Ceux qui sont classés comme apprentis, non plus que les surnuméraires et que les salariés visés aux articles 57 et 58, ne sont pas inclus dans le total servant à fixer le nombre d'apprentis.

Toutefois l'employeur qui a au moins cinq employés permanents a droit à un apprenti.

Le salarié valablement classé comme apprenti demeure tel durant toute sa période d'apprentissage, même si le nombre des salariés de l'employeur diminue."

Art. 78. *Date d'entrée en service*: L'article 78 est remplacé par le suivant:

"78. *Date d'entrée en service*: L'employeur professionnel doit consigner dans ses livres la date à laquelle chaque apprenti est entré à son service. A défaut de ce faire, le salarié sera considéré comme un employé expérimenté."

Art. 79. *Registres*: L'article 79 est remplacé par le suivant:

"79. *Registres*: L'employeur professionnel doit tenir un système d'enregistrement où sont indiqués à l'encre ou crayon indélébile ou par perforation:

- a) les nom, prénom et adresse de chaque salarié à son emploi,
- b) sa qualification, sa catégorie et sa classe,
- c) l'heure précise à laquelle le travail a commencé et s'est terminé,
- d) le total des heures de travail régulières et supplémentaires de chaque semaine,
- e) le salaire gagné et le salaire payé,
- f) le taux du salaire,
- g) l'époque du paiement,
- h) les déductions faites, et
- i) sa date d'entrée à l'emploi de l'employeur.

Les mentions aux paragraphes "c" et "d" ne sont pas requises pour les salariés engagés à la semaine ou pour une plus longue période, et payés au moins \$30 dans la zone I, \$25 dans les zones II et III, et \$20 dans la zone IV.

Le registre prévu par cet article doit être tenu et gardé à un endroit dans la province de Québec."

Art. 81. *Références*: L'article 81 est remplacé par le suivant:

"81. *Références*: Tout employeur est tenu de donner à un employé ou ex-employé, qui en fait la demande, un certificat d'identité ou lettre de référence constatant en quelle qualité et pour quelle période de temps il a été à son emploi."

Art. 84. L'article suivant est ajouté après l'article 84:

"84-a. *Ordonnances spéciales*: La présente ordonnance s'applique à tous les salariés régis par une ordonnance spéciale, sauf quant aux clauses incompatibles en telles ordonnances spéciales."

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Section 77. *Limited number of apprentices*: Section 77 is replaced by the following:

"77. *Limited number of apprentices*: The number of employees who may be classed as apprentices or inexperienced employees without regard to their sex, is limited at the most to ten per cent, (10%) of the total number of employees of the same employer in the same zone unit. Neither employees classed as apprentices, nor temporary employees, nor employees contemplated in sections 57 and 58 are included in the total from which the number of apprentices is to be determined.

However the employer of at least five permanent employees is entitled to one apprentice.

The employee properly classed as apprentice remains so during the whole period of his apprenticeship, even when the number of employees of the employer decreases."

Section 78. *Date of entrance into service*: Section 78 is replaced by the following:

"78. *Date of entrance into service*: A professional employer must state in his registers the date on which each apprentice begins to work for said employer. Failing which such employee shall be classed as an experienced employee."

Section 79. *Registers*: Section 79 is replaced by the following:

"79. *Registers*: A professional employer must keep a registration system in which shall be recorded in ink or with an indelible pencil or by perforation:

- a) the name, surname and address of each employee in his employ;
- b) his competency, category and class;
- c) the precise hour at which the work was begun and finished;
- d) the total number of regular hours of work and of overtime for each week;
- e) the total wage earned and total wage paid;
- f) the wage rate;
- g) the pay frequency;
- h) deductions; and
- i) the date of entrance into the service of the employer.

Sub-sections "c" and "d" do not apply for employees hired by the week or for a longer period, and paid at least \$30. in zone I, \$25. in zones II and III, and \$20. in zone IV.

The registration system provided in the present section must be held and kept in a place within the Province of Québec."

Section 81. *Reference*: Section 81 is replaced by the following:

"81. *Reference*: Every employer must give to his employee or ex-employee, upon request, a certificate of identification or a letter of reference, stating in what capacity and for what period of time he has been in his employ."

Section 84. The following section is introduced after section 84:

"84-a. *Special Ordinances*: The present Ordinance applies to all employees governed by a special Ordinance, save as to provisions of said special Ordinances which are inconsistent with the present Ordinance."

The present Ordinance shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Fait et signé en la cité de Québec, ce vingt-neuvième jour du mois d'octobre, mil neuf cent quarante-deux.

Passed and dated in the city of Quebec, this twenty-ninth day of the month of October, in the year one thousand nine hundred and forty-two.

(Signé) Le Président, FERDINAND ROY,
 " Le vice-président, GUS. FRANCO,
 " Les commissaires, J. A. BOUTHILLETTE,
 " H. LOUDIN.

(Signed) FERDINAND ROY, President,
 " GUSTAVE FRANCO, Vice-President,
 " J. A. BOUTHILLETTE, Members.
 " H. LOUDIN.

(Sceau)
 Copie conforme,
 Le secrétaire,
 J. ÉMILE SIMARD. 2612-0

[Seal]
 True copy
 Secretary,
 J. E. SIMARD. 2612-0

Index de la Gazette officielle de Québec, No 50

Index of the Quebec Official Gazette, No. 50

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 3443

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3443

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:
 Banville vs Isabelle..... 3452

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:
 Banville vs Isabelle..... 3452

ARRÊTÉS EN CONSEIL:
 3250—Concernant la réduction de droits de coupe pour les bois endommagés par l'incendie..... 3468
 3334—Fabrication des boîtes de carton dans la province de Québec..... 3469
 3335—Travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans la région de Montréal. 3471

ORDERS IN COUNCIL:
 3250—Respecting the reduction of stumpage dues for timber damaged by fire. 3468
 3334—Manufacturing of paper boxes in the Province of Quebec..... 3469
 3335—Fur workers, wholesale trade, in the district of Montreal..... 3471

AVIS DIVERS:
 Association Canadienne-Française pour l'Avancement des Sciences Inc..... 3453
 Association Canadienne-Française pour l'Avancement des Sciences Inc..... 3453
 Association des Diplômés de Polytechnique..... 3453
 Association du Transport Interurbain Inc. 3454
 H. L. Peiler & Co. Ltd..... 3453
 Pitfield Investment Company..... 3454
 St-Joseph-de-Grantham, ville de..... 3453
 Wooden Acres Camps Inc..... 3454

MISCELLANEOUS NOTICES:
 Association Canadienne-Française pour l'Avancement des Sciences Inc..... 3453
 Association Canadienne-Française pour l'Avancement des Sciences Inc..... 3453
 Association des Diplômés de Polytechnique..... 3453
 Highway Transport Association Inc... 3454
 H. L. Peiler & Co. Ltd..... 3453
 Pitfield Investment Company..... 3454
 St-Joseph-de-Grantham, town of..... 3453
 Wooden Acres Camps Inc..... 3454

CHARTES—ABANDON DE:
 Drake Realities Ltd..... 3455
 Gravel & Goyer Coal Co., Ltd..... 3455
 Hodge Auto Parts (Drummondville) Ltd. 3454
 John Paxton & Co., Ltd..... 3455
 La Corporation des Agronomes du Québec..... 3454
 Murray Bay Paper Co., Ltd..... 3455
 Pitfield Investment Company..... 3456

CHARTERS—SURRENDER OF:
 Drake Realities Ltd..... 3455
 Gravel & Goyer Coal Co., Ltd..... 3455
 Hodge Auto Parts (Drummondville) Ltd. 3454
 John Paxton & Co., Ltd..... 3455
 La Corporation des Agronomes du Québec..... 3454
 Murray Bay Paper Co., Ltd..... 3455
 Pitfield Investment Company..... 3456

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE:
 Ordonnance N° 63-E-42A—Dolbeau... 3456

DAIRY INDUSTRY COMMISSION:
 Order No. 63-E-42A—Dolbeau..... 3456

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:
 N° 4, 1942—Ordonnance d'amendement. 3481
 Règlement B-1 révisé édictant un prélèvement..... 3480

MINIMUM WAGE COMMISSION:
 No. 4, 1942—Ordinance of amendment.. 3481
 By-law B-1 revised enacting a levy..... 3480

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:
 Iberville, ville de..... 3457
 Salmonovitz, Melvin..... 3457

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:
 Iberville, town of..... 3457
 Salmonovitz, Melvin..... 3457

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.
 McMasterville, munic. scolaire..... 3457

DEPARTMENT OF EDUCATION:
 McMasterville, school munic..... 3457

| | | | |
|--|------|---|------|
| St-Basile-Station, munic. scolaire..... | 3457 | St-Basile-Station, school munic..... | 3457 |
| St-Gédéon, munic. scolaire..... | 3457 | St-Gédéon, school munic..... | 3457 |
| LETTRES PATENTES: | | LETTERS PATENT: | |
| A. Bélanger (Hull) Limitée..... | 3444 | A. Bélanger (Hull) Limitée..... | 3444 |
| A. Bélanger (Trois-Rivières) Limitée.... | 3445 | A. Bélanger (Trois-Rivières) Limitée.... | 3445 |
| Belgium Glove & Hosiery (Quebec) Limited..... | 3445 | Belgium Glove & Hosiery (Quebec) Limited..... | 3445 |
| Immeuble Lafontaine Incorporé—Lafontaine Realty Incorporated..... | 3446 | Immeuble Lafontaine Incorporé—Lafontaine Realty Incorporated..... | 3446 |
| Office Business Supply Co. Ltd..... | 3446 | Office Business Supply Co. Ltd..... | 3446 |
| LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES: | | SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT: | |
| Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd..... | 3447 | Entrepôt Frigorifique Ltée de Sherbrooke Cold Storage Ltd..... | 3447 |
| MINISTÈRE DE LA VOIRIE: | | ROADS DEPARTMENT: | |
| Fermeture de chemins..... | 3458 | Roads closed..... | 3458 |
| MINISTÈRE DU TRAVAIL: | | DEPARTMENT OF LABOUR: | |
| Barbiers du district de Hull..... | 3459 | Barbers of the district of Hull..... | 3459 |
| Construction de Hull..... | 3459 | Construction of Hull..... | 3459 |
| Industrie de la construction du district des Cantons de l'Est..... | 3459 | Construction industry of the Eastern Townships District..... | 3459 |
| MINUTES DE NOTAIRES: | | NOTARIAL MINUTES: | |
| Martel, Rodolphe..... | 3460 | Martel, Rodolphe..... | 3460 |
| NOMINATIONS: | | APPOINTMENTS: | |
| Diverses..... | 3460 | Miscellaneous..... | 3460 |
| ORDRE DE COUR: | | RULE OF COURT: | |
| Gagnon vs Isabel <i>et al.</i> | 3461 | Gagnon vs Isabel <i>et al.</i> | 3461 |
| PROCLAMATIONS: | | PROCLAMATIONS: | |
| Daaquam, canton de..... | 3465 | Daaquam, township of..... | 3465 |
| Kegashka, canton de..... | 3466 | Kegashka, township of..... | 3466 |
| Montbray, canton de..... | 3467 | Montbray, township of..... | 3467 |
| VENTE, LOI DE FAILLITE: | | SALE, BANKRUPTCY ACT: | |
| Waste Paper Products Ltd..... | 3462 | Waste Paper Products Ltd..... | 3462 |
| VENTES POUR TAXES: | | SALES FOR TAXES: | |
| Black Lake, ville de..... | 3451 | Black Lake, town of..... | 3451 |
| Chicoutimi, cité de..... | 3447 | Chicoutimi, city of..... | 3447 |
| St-Joseph-de-Grantham, ville de..... | 3452 | St-Joseph-de-Grantham, town of..... | 3452 |
| VENTES PAR LES SHÉRIFS: | | SHERIFFS' SALES: | |
| <i>Joliette:</i> | | <i>Joliette:</i> | |
| Amyot vs Lafortune..... | 3462 | Amyot vs Lafortune..... | 3462 |
| <i>Montréal:</i> | | <i>Montreal:</i> | |
| Provincial Collecting Agency vs Dumouchel..... | 3463 | Provincial Collecting Agency vs Dumouchel..... | 3463 |
| Rollin vs Tremblay <i>et al.</i> | 3463 | Rollin vs Tremblay <i>et al.</i> | 3463 |
| Trudeau vs Patenaude..... | 3464 | Trudeau vs Patenaude..... | 3464 |
| <i>Richelieu:</i> | | <i>Richelieu:</i> | |
| Charbonneau vs La Cie Godbout Incorporée..... | 3464 | Charbonneau vs La Cie Godbout Incorporée..... | 3464 |
| 2614-o | | 2614-o | |

